



**LA DEMOGRAPHIE,  
UNE ARME POLITIQUE DANS LE CONFLIT  
ISRAELO-PALESTINIEN.**

**Mémoire de géopolitique  
du commandant Emilio BORQUE LAFUENTE  
dans le cadre du séminaire sur «Le conflit israélo-palestinien»**

**Directeur : Président Xavier de Villepin**

## Fiche documentaire

1. La démographie, une arme politique dans le conflit israélo-palestinien
2. 2007\_mémoire\_géop\_démographie israélo\_palestinien\_BORQUE CDT D6
3. Commandant (Terre) Emilio BORQUE LAFUENTE (Espagne)
4. 12 mars 2007
5. Division D / groupe D6
6. Mémoire de géopolitique
7. Le conflit israélo-palestinien a dans la démographie l'un de ses composants les plus significatifs et les deux parties affrontées l'ont toujours utilisée comme une arme politique pour l'obtention de ses objectifs. Les Israélites, avec les successifs mouvements migratoires qui ont configuré l'État et qui ont donné son caractère particulier; les Palestiniens, avec le recours permanent au problème des réfugiés ceux qui ont été utilisés pour faire disparaître l'ennemi. Les dernières vagues migratoires ont changé la physionomie de la population israélienne, qui n'a pas actuellement déjà un caractère juif si défini et la basse taxe de croissance végétative fait que la population arabe avance démographiquement, en mettant en danger même l'existence de l'État. La politique de l'Israël est conditionnée par ces circonstances ce qui explique les cessions en matière des territoires qu'on peut voir pendant les derniers années.
8. Mots clés : démographie, immigration, Palestine, Israël, réfugiés

**La démographie,  
une arme politique dans le conflit israélo-palestinien.**

**SOMMAIRE**

**PREMIERE PARTIE : L'IMMIGRATION VERS L'ISRAËL**

La naissance du sionisme et l'origine des mouvements à l'Israël

Les premiers grands mouvements jusqu'à la naissance de l'État de l'Israël

L'État de l'Israël et la fin des grands mouvements migratoires

**DEUXIEME PARTIE: LE PROBLÈME DES RÉFUGIÉS**

Les causes de l'exode palestinien

Des tentatives de solution ?

La résistance et les affrontements entre les Arabes

Les grands projets

**TROISIEME PARTIE: LA DÉMOGRAPHIE À L'ISRAËL**

Caractéristiques de la population de l'Israël

Etude prospective de la démographie à l'Israël.

## SYNTHESE

### INTRODUCTION

Le problème de la Palestine a été normalement exprimé en termes de population et, spécialement après l'indépendance, l'arme politique la plus puissante de chacune de deux factions est toujours la démographie : celle des Israéliens s'appelle immigration et celle des Arabes s'appelle réfugiés, et entre l'une et l'autre il y a un lien indissociable.

Pour démontrer que les deux parties en conflit ont utilisé la démographie pour atteindre leurs objectifs on va analyser les suivants aspects qu'on considère comme clef : comment l'antisémitisme de fins du XIXe siècle et des principes du XXe a mené le peuple juif à chercher une terre dans laquelle, grâce à l'entrée de population, il pouvait arriver à la création du propre état, ainsi que l'influence que les différents mouvements migratoires ont eu sur la gestation de l'État de l'Israël. Ensuite on traitera le sujet des réfugiés, sa sortie de l'Israël, les motifs par lesquels celle-ci s'est produit, l'attitude des pays arabes vers ceux-ci, pourquoi l'Israël n'a jamais admis son retour et, finalement, le traitement que ce problème a eu dans les différentes initiatives de paix. Finalement on étudiera la situation actuelle de la population Israélite, les particularités de chaque groupe et les perspectives d'avenir, pour comprendre les raisons qui dirigent l'actuelle politique de cet État.

### 1. L'IMMIGRATION VERS L'ISRAËL

Les deux axes de comportement du mouvement sioniste ont toujours été l'appropriation de territoires et la conquête démographique : la terre et la population comme constante dans la lutte pour atteindre l'objectif de la patrie des Juifs à l'Israël.

Le commencement des mouvements des Juifs vers la Palestine a son origine en les poursuites que ceux-ci ont souffertes en Russie à l'époque du tsar Alexandre II. L'impact des *pogroms* de 1881 - 1882 a provoqué la cristallisation doctrinale du nationalisme juif et l'émergence du sionisme organisé. Ces *pogroms* ont fait que entre 30.000 et 40.000 juifs abandonnaient la Russie mais jusqu'à 1914, ce seraient presque trois millions ceux qui le faisaient vers l'Occident. Cependant, la naissance de l'antisémitisme et de la réaction sioniste ne trouve pas son origine en Russie, mais dans le même coeur d'Occident parce que le processus d'émancipation qu'avaient commencé les Juifs de l'ouest et du centre de l'Europe s'est trouvé avec de fortes résistances et la majorité des adeptes au sionisme pensaient que le projet de restauration nationale devrait avoir pour base géographique la Palestine. C'est ainsi comme on a commencé à émigrer vers cette zone et ces mouvements ont reçu le nom de « *aliyah* ». Jusqu'à la création de l'État d'Israël et malgré les difficultés imposées de la part de l'autorité britannique du Mandat la population Juive a monté jusqu'à 650.000 personnes.

Le 14 mai 1948 l'État de l'Israël a été proclamé. Avec les portes ouvertes, une vague migratoire massive a apporté 687.000 Juifs aux côtes d'Israël et, en 1951, le nombre d'immigrants il y avait plus que doublé la population juive du pays en 1948. D'autres migrations massives sont arrivées dans les années suivantes et il faut en souligner deux. L'élimination presque totale des masses juives de l'Europe centrale et orientale avait privé au sionisme son grand espoir démographique et il a été obligé à récupérer les Juifs d'Orient comme principale réserve migratoire et plus de 600.000 sont arrivés des pays arabes. En outre, l'atmosphère de détente avec l'Union Soviétique a permis à un nombre significatif de Juifs d'émigrer à l'Israël, avant et après de la chute du Mur de Berlin, autour de 700.000.

À partir de ce moment n'est pas prévisible une nouvelle arrivée massive d'immigrants. En dehors de l'État d'Israël l'autre grand groupe de Juifs se trouvent aux États-Unis, avec une population parfaitement implantée dans la société américaine, et est difficile de penser qu'ils vont changer la sûreté et les conditions sociales de son pays pour une incertaine expérience. D'ici la nécessité qui a l'Israël de maintenir la majorité démographique par d'autres méthodes différentes au retour de la diaspora, bien avec des politiques qui augmentent la natalité hébraïque et diminuent la correspondante à la population arabe, bien avec les solutions dirigés à simplifier le problème, comme la retraite des territoires occupés et, bien sûr, le refus au retour des réfugiés.

## **2. LE PROBLÈME DES RÉFUGIÉS**

La guerre de 1948-1949 a séparé de ses foyers, maintenant situés dans territoire de l'Israël, à environ 750.00 Arabes Palestiniens, 40.000 ou 50.000 desquels ont réussi à rentrer d'une forme légale ou subreptice dans les étapes finales du conflit ou après. Des 700.000 restants, un tiers a obtenu l'accueil dans les états voisins. Le reste, 180.000 restaient dans la Bande de Gaza et 280.000 en Cisjordanie. C'est attestée l'expulsion obligatoire de dizaines de milliers de Palestiniens, mais comme dans toutes les guerres s'est aussi produit un mouvement naturel de fuite devant le danger des combats et, donc, on ne peut pas imputer sous la pression juive le total de l'exode palestinien. C'est indéniable que, avec les conditions de conflit ouvert, les responsables sionistes considéreront l'État Juif infaisable, du point de vue militaire et politique, si presque la moitié de ses citoyens étaient arabes. Bien que on ne peut pas parler d'un plan prémédité et systématique d'expulsion massive, il n'y a pas aucune doute de que la naissante armée hébraïque essayât de déplacer des dizaines de milliers d'arabes résidants des secteurs sensibles ou nécessaires pour donner une cohésion au dispositif juif de défense, en cherchant en même temps d'alléger le poids démographique arabe de son État.

Il faut tenir en compte que, pour les deux factions, l'Israël et les pays arabes, le problème de la population palestinienne n'est pas économique et humanitaire, mais politique. Pour le monde arabe les réfugiés symbolisent la catastrophe à laquelle la création de l'État de l'Israël a traîné les Palestiniens. C'est, donc, une question de principe puisque les réfugiés sont un témoignage vivant de la cause pan -

arabe, et c'est pour ça qu'il ne convient pas qu'ils soient dilués ou qu'ils disparaissent avant que l'injustice n'ait été réparée. La politique arabe par rapport au problème des Palestiniens qui avaient perdu ses foyers a consisté à congeler son déracinement et sa condition de réfugiés, en les considérant comme une arme de propagande et un atout de futur contre l'Israël.

Pour les Palestiniens, être sous la domination de l'ennemi a constitué un trauma qui stimulerait son sentiment d'identité et les aspirations nationales; pour sa part, la société israélienne a commencé à développer une relation semi coloniale, en appliquant l'armée un régime d'occupation inévitablement oppressif et répressif. Les abus et les excès du *Tsahal*, prolongés dans le temps, deviendraient une espèce de cancer pour le système politique et des valeurs des Israéliens et ils ont supposé l'éclosion d'un vrai mouvement palestinien de libération nationale, avec une transformation des certains champs de réfugiés en des vraies bases de guérilla ce qui a supposé des sérieuses conséquences pour les pays d'accueil.

### **3. LA DÉMOGRAPHIE À L'ISRAËL**

Le principe basique de la structure sociale israélienne est son ouverture à l'absorption constante de Juifs, par ce que en essence il s'agit d'une société d'immigrants. L'Israël est une île dans la zone de Proche Orient et pas seulement dans l'aspect politique. Aussi en ce qui concerne la démographie, ses caractéristiques sont plus semblables au monde occidental qu'à ses voisins géographiques. Dans les aspects comme la taxe de mortalité infantile, la structure de population et l'espérance de vie, les nombres sont très similaires à ceux du monde développé. Cependant, la particularité de la gestation de cet État, avec une croissance basée pendant des années sur les mouvements migratoires et la réception de populations du monde oriental, ils font que le taux de natalité, celle de fécondité ou le pourcentage de population mineur de quinze ans sont encore propres des pays en voies de développement.

Pendant les premières années après l'indépendance, les perspectives démographiques à l'Israël étaient optimistes, par la fécondité et par le haut niveau d'immigration juive. Cependant, après le conflit de 1967 la situation a radicalement changé par la descente de la natalité (lié à l'amélioration des conditions sociales et économiques de l'Israël) et par l'annexion de territoires avec une grande majorité palestinienne. Les autorités se sont rendues compte que sans une poursuite des *aliyah* et sans une politique pro nataliste, il y a un grave risque de la disparition de l'État d'Israël. C'est pour ça qu'ils travaillent dans la ligne d'une politique pro nataliste, avec des mesures qui vont dès l'établissement de prix à la natalité, les prestations sociales au nombre d'enfants ou avec un grand nombre de cliniques de fertilité. Malgré ses efforts, les programmes de promotion de la natalité de l'Israël n'ont pas eu en général un grand succès et le taux de natalité entre les citoyens palestiniens de l'Israël continue d'être à peu près le double de celle des Juifs israéliens parce que les Israéliens en général se sont plus concentrés sur l'émigration comme moyen pour augmenter la population juive. Des Palestiniens et des

Israéliens ont accepté la signification politique de la reproduction. Les grands flux migratoires et les transformations économiques des deux dernières décennies du XXe siècle ont rendu l'Israël encore plus éclectique et multiculturel et, en outre, du point de vue d'identité, l'Israël est aujourd'hui plus problématique et conflictuel.

Les études pour l'avenir démontrent que les Juifs continueront comme majorité, bien que la puissance musulmane sera appréciable, mais il faut simplifier le problème et peut-être ceci explique pourquoi le Plan de Déconnexion s'est établi. On considère que la retraite israélienne de la Bande de la Gaza ne semble pas avoir produit par politique ou par les pressions terroristes, mais pour des causes démographiques.

## CONCLUSION

Bien que les grands problèmes trouvent son origine dans la création de l'État de l'Israël, il ne faut pas oublier que celui-ci a été germé pendant des décennies à travers de l'immigration et comme conséquence des conditions dont, spécialement en Europe, les Juifs souffraient. La déficiente gestion du Mandat de la part britannique, la progressive croissance de la population et l'appropriation de terres a généré une atmosphère de haine entre les Hébreux et les Arabes que c'était le commencement de la lutte qui continue encore aujourd'hui. Une fois que l'indépendance s'est produite, les actions israéliennes pour expulser la population de la Palestine et l'absence d'une intention vraiment claire de la part des Arabes d'appuyer les réfugiés ont créé une situation qui n'a pas de retour. Le désir de la disparition de l'État de l'Israël a primé sur la volonté de créer l'État pour les Palestiniens et, en tout cas, les initiatives de paix et les différentes tentatives de solution n'ont pas tenu trop en compte le problème des réfugiés. Ce n'est pas logique d'essayer de lutter pour le rapatriement d'une partie importante de la population à un pays étranger si ce qu'on veut est la création et la consolidation du propre État. Pour l'Israël, avec une structure de population hétérogène et qui a perdu en grande partie l'ancien esprit sioniste, l'avenir sera plus facile s'il replie ses frontières à la situation antérieure à 1967 et s'il évite d'avoir à intégrer une population nombreuse et hostile.

Il faut comprendre que l'évolution du problème ne passera pas pour la disparition de l'État de l'Israël et non plus par son suicide démographique. Arrivés à ce point de crise, on ne semble pas apercevoir le retour des réfugiés (qui ne se produira peut-être jamais) ni la détente avec le monde arabe qui maintenant a les caractéristiques de lutte islamique. Bien qu'il soit difficile de s'aventurer à prévoir l'avenir, les problèmes avec *Hezbollah* à la frontière libanaise, les continuelles menaces iraniennes et la conséquente fatigue de sa population sont suffisamment inquiétantes comme pour que l'Israël essaie de simplifier la situation géopolitique et de chercher une retraite à ses frontières, et éviter ainsi la complexité palestinienne des territoires occupés.

# La démographie, une arme politique dans le conflit israélo-palestinien.

## INTRODUCTION

Pendant la première moitié du XXe siècle le problème de la Palestine a été fréquemment exprimé en termes de démographie : la migration, des possibilités d'absorption de population, différents taux de natalité, des pourcentages de population des deux communautés, etc.. Après la division territoriale et l'indépendance de l'Israël, *“l'arme politique la plus puissante de chacune de deux factions continue d'être de nature démographique : celle des Israéliens s'appelle immigration, celle des Arabes s'appelle réfugiés, et entre l'une et l'autre il y a un lien indissociable”*<sup>1</sup>

Il y a plusieurs voix que répètent qu'il ne peut pas y avoir une paix en Palestine sans l'arrangement de la question des réfugiés, mais: l'État de l'Israël acceptera-t-il le retour de plus de trois millions de palestiniens ? Le monde arabe, a-t-il fait quelque chose d'importance pour résoudre ce problème, en plus du renoncement à l'intégration des réfugiés ou aux proclamations sur la destruction de l'Israël ? Les réfugiés comme symbole, ont-ils servi à maintenir le conflit actif? Pour analyser comment les deux parties ont utilisé la démographie comme arme politique il faut, d'abord, examiner la situation de l'antisémitisme de fins du XIXe siècle et des principes du XXe qui a favorisé l'apparition du sionisme moderne, ainsi que l'influence qu'il a eu, tant sur les successifs processus migratoires comme dans la gestation de l'État de l'Israël, et comment cette pression soufferte en Europe a créé une sensation collective de refuge dans une zone toujours rêvée. L'autre aspect clef est ceux qui est aux rapport aux réfugiés, pourquoi ils sont sortis de la terre de l'Israël, pourquoi ce pays a été toujours opposé à son retour et quelle a été sa situation dans différents pays d'accueil. Il faudra analyser dans le parcours historique de la deuxième moitié du XXe siècle et du début du XXIe les différentes initiatives de paix, le traitement qu'elles ont donné au problème et aussi quelles ont été les réponses. Finalement, et pour comprendre les raisons que marquent la politique de l'Israël, (politique démographique, mais aussi politique global) on va étudier la situation actuelle de la population et les particularités de chaque groupe pour essayer de deviner la distribution de la société israélienne dans les prochaines années ou comment est-ce qu'elle serait si l'Israël changerai sa stratégie.

Le grand problème de l'analyse d'un conflit dans lequel tout le monde à son opinion est d'essayer d'identifier la vérité ou, au moins, d'en s'approcher. Dans la plupart des documents qu'on peut trouver on révèle d'une manière évidente l'orientation personnelle et les positions politiques des auteurs. Certains de ces documents sont fermement attachés dans une *narrative* sioniste, les autres dans une *narrative* palestinienne. Les premiers insistent sur les aspects positifs du sionisme : le retour du peuple juif dans sa patrie ancestrale, l'idéalisme des pionniers, le nouvel homme hébreu, la renaissance d'une

---

<sup>1</sup> CULLA, Joan B, *La Tierra más disputada*, Madrid; Alianza Editorial S.A. 2005, p. 189

terre inculte et abandonnée, le socialisme humaniste des *kibboutzim*, etc.. Les deuxièmes insistent sur le colonialisme sioniste, la connivence avec le pouvoir colonial européen, la spoliation des Palestiniens de ses terres, le "plan" sioniste pour les expulser, les atrocités commises pendant la guerre de 1948, l'expansionnisme de l'Israël. «*Rares, très rares sont les ouvrages d'histoire de ce conflit que parviennent à prendre sincèrement en compte les deux narratives, les deux récits, les deux points de vue* »<sup>2</sup>. Il y a, évidemment, plusieurs raisons pour justifier ces différences. D'abord, le fait que ce conflit poursuit et il n'a pas été encore résolu, et que le débat historique forme partie des mêmes armes de la confrontation. De plus, l'élément extraordinairement passionnel qui est caché dans le conflit fait que les réactions soient vraiment extrêmes sans exclure personne. Et, aussi, que les deux peuples, Israéliens et Palestiniens, ont des diasporas dans tout le monde, des diasporas que participent au débat des points de vue toujours antagoniques : la controverse dépasse le cadre local et s'étend sur l'Islam, sur le christianisme et sur le judaïsme en général.

Cependant, le cas qui nous occupe nous permet d'employer pas seulement les études élaborées par les différents enquêteurs mais aussi la science démographique; à partir des données statistiques on pourra obtenir les conclusions qui nous amènent à la démonstration de que la démographie a été toujours utilisée par les deux factions comme une arme politique pour atteindre les différents objectifs. Les Israéliens, pour obtenir à travers de l'immigration une majorité de population capable d'occuper des territoires et d'obtenir, par la voie des faits consommés, le propre État. Du côté des les Arabes et les Palestiniens, parce qu'ils se sont systématiquement refusés à admettre les réfugiés entre ses citoyens, en les maintenant sur des champs séparés de ses villes, tout cela pour éviter une reconnaissance implicite de l'État de l'Israël et comme symbole de la lutte antisioniste devant le monde, la plupart des occasions en empêchant l'atteinte de tentatives de paix. Finalement, on verra que la structure démographique israélienne et ses perspectives pour les années prochaines ont obligé à modifier sa politique, même pour éviter la disparition de son État.

## **1. L'IMMIGRATION VERS L'ISRAËL**

### **1.1. La naissance du sionisme et l'origine des mouvements à l'Israël**

Les deux axes de comportement du mouvement sioniste ont toujours été l'appropriation de territoires et la conquête démographique : la terre et la population comme constante dans la lutte pour atteindre l'objectif de la patrie des Juifs à l'Israël. On ne peut pas comprendre la lutte par la population sans connaître comment a germé le mouvement sioniste et, de la même façon, celui-ci ne peut pas se comprendre sans faire un parcours par l'histoire de l'Europe depuis des fins du XIXe siècle jusqu'à

---

<sup>2</sup> GREILSAMMER, Ilan, *Peut-on écrire une histoire « objective » du conflit israélo-palestinien ?* in ENCEL, Frédéric et al., *Comprendre le Proche – Orient*, Rosny-sous-Bois; Editions Bréal 2005

l'indépendance de l'État de l'Israël. L'histoire ne commence pas, cependant, au bord du Jourdain, mais dans le coeur du continent européen que, dans la deuxième moitié du XIXe siècle, il accueille le 85 % d'entre les huit et dix millions de Juifs du monde.

Il faut remonter le temps un peu plus, jusqu'à l'époque de l'illustration qui a eu une version juive – germanique sous le nom hébreu de *Haskalá*, pour voir comment la religion reculait partout en face de la raison et la science. Mais: qu'est-ce qui passait avec les Juifs, pour lesquels la foi a été pendant deux millénaires la base de l'identité ? Selon *l'Haskalá*, le judaïsme était réduit à une religion privée de caractère d'identité, ce que laissait sans valeur les concepts de “la nation juive” et “le peuple juif”. Cependant, il était difficile de persuader ces millions de Juifs de renoncer au sentiment unitaire de peuple, en tenant plus en compte que les conditions politiques, économiques et sociales auxquelles elles devaient faire face tous les jours n'étaient pas, en général, très favorables. Pendant six ou sept décennies un vaste éventail de réponses s'est produit, si différentes comme différentes, elles étaient, les situations de chaque communauté. Si à l'ouest de l'Europe l'enjeu prédominant c'était l'assimilation sociale, culturelle et politique, à l'Europe de l'Est, dont la densité de population juive était très supérieure et les conditions politiques et sociales plus difficiles, l'environnement hostile et les perspectives limitées d'assimilation ont renforcé l'identité spécifique.

Bien que pour un des meilleurs experts<sup>3</sup> le mot sionisme fût prononcé pour la première fois en public pendant un débat à Vienne le 23 janvier 1882, l'idée sioniste est beaucoup plus ancienne que le mot. Il y a quelques personnages qui détachent, comme Moses Hess (1812 - 1875) et sa contribution doctrinale au proto - nationalisme juif avec son livre “*Rome et Jérusalem. La dernière question de nationalités*”. Selon lui, qui n'attendait pas une émigration généralisée, il suffirait qu'une partie de masses juives orientales du “prolétariat” hébreu s'installât dans l'ancienne patrie pour lever là l'état, profondément socialiste, comme valeur de modèle universel. Il est aussi importante le rabbin *ashkénaze* Zvi Hirsch Kalisher (1795 - 1874) qui, avec une interprétation orthodoxe a écrit dans le livre “*Drishat Zion*” (Dans la recherche de Sion) « *Nous devons imiter l'exemple des Italiens, des Polonais et des Hongrois, qui sacrifient ses vies et foyers dans la lutte par l'indépendance nationale, tandis que nous, que nous avons pour propriété la plus glorieuse et sainte des terres, nous manquons d'esprit et nous restons silencieux* ». Kalisher défendait le repeuplement juif de la terre de l'Israël à travers de l'agriculture coopérative et il voyait la restauration politique compatible avec l'enseignement de la *Torah*.<sup>4</sup>

Dans la Russie du tsar réformiste Alexandre II, ils vivaient plus de cinq millions d'hébreux. Après son assassinat en mars 1881, un mouvement réactionnaire s'est détaché, traditionaliste et antioccidental qui pour les Juifs a eu des conséquences catastrophiques. Le terme russe *pogrom* (de *po* “complètement” et *gromit* “détruire”) a commencé à être lié aux poursuites auxquelles les populations juives ont été

---

<sup>3</sup> LAQUEUR, Walter, *Histoire du sionisme*, Paris; Editions Calmann-Lévy 1973, p. 9

<sup>4</sup> CULLA, Joan, *op. cit.* pp 25 et 26

soumises. Cependant, le trauma moral a eu plus d'influence que la propre violence qui s'est produite par la passivité des autorités et le silence des élites russes, ce qui a provoqué la disparition de la confiance sur l'intégration dans la Russie. L'impact de ces *pogroms* de 1881 - 1882 a provoqué la cristallisation doctrinale du nationalisme juif et l'émergence du sionisme organisé.

Bien que pendant les décennies précédentes la pression démographique et l'asphyxie économique eussent déjà poussé à milliers d'hébreux vers l'émigration, les *pogroms* de ces deux années ont fait que entre 30.000 et 40.000 juifs abandonnaient la Russie; depuis ce moment et jusqu'à 1914, ce seraient presque trois millions ceux qui le faisaient en cherchant la sécurité physique, les droits civils et un avenir moins misérable. Ce mouvement démographique se considère fondamental pour la configuration du judaïsme contemporain, puisqu'il déplace son centre de gravité depuis l'Est vers l'Ouest, et il favorise un mélange fertile entre des courants culturels et politiques juifs très isolés jusqu'à ce moment.

Cependant, la naissance de l'antisémitisme et de la réaction sioniste ne trouve pas son origine en Russie, mais dans le même coeur d'Occident. Le processus d'émancipation qu'avaient commencé les Juifs de l'ouest et du centre de l'Europe s'est trouvé avec de fortes résistances. Il épouva le vieil antijudaïsme de racines chrétiennes, avec les arguments pseudo – scientifiques de caractère racial, sociologique ou économique qui cadraient bien avec l'atmosphère de l'époque, et qui donnaient une apparente réponse aux frustrations et aux craintes de quelques sociétés européennes. C'est l'atmosphère avec laquelle s'est trouvé Theodor Herzl, un correspondant de presse Hongroise à Paris et qui, après avoir été témoin du processus Dreyfus, a certainement vu accentuée la perception qu'il apportait de sa terre d'origine. En 1896 il a publié son oeuvre "*L'État des Juifs : un essai d'une solution moderne de la question juive*" dans laquelle il certifiait l'échec de l'assimilation et proposait une solution radicale : l'émigration collective et planifiée des Juifs de l'Europe vers un territoire dont la souveraineté leur serait accordée par l'assentiment des "nations civilisées", bien une portion de l'Argentine ou bien de la Palestine, la patrie historique. Bientôt il a été évident pour la majorité des adeptes au sionisme que le projet de restauration nationale devrait avoir pour base géographique la Palestine, puisque seulement avec le retour à Sion ils pourraient surpasser les conséquences morales et matérielles du long exil.

Dans cette époque la Palestine appartenait à l'empire ottoman, bien que la présence financière, bureaucratique et militaire turque était très faible. Le recensement de 1880 incluait 15.011 habitants hébreux, mais compte tenu qu'ils seulement calculaient les personnes de citoyenneté ottomane et non les étrangers résidants, ils pourraient être entre 20.000 et 25.000, 43.659 chrétiens et 403.795 musulmans, avec une densité de 17 habitants par kilomètre carré, juste tout cela avant du débarquement de la première immigration juive de nature politique.

## 1.2. Les premiers grands mouvements jusqu'à la naissance de l'État de l'Israël

Dans le cadre des *pogroms* russes et du mouvement sioniste il a eu lieu la première *aliyah* (étymologiquement "ascension", et qui se réfère pas seulement à l'émigration géographique à la terre de l'Israël, mais aussi à la dimension spirituelle), placée entre 1882 et 1903. Deux jeunes mouvements sionistes, *Jibat Ziôn* et *Bilu* ont été ses piliers et, bien qu'ils fussent des idéalistes inexpérimentés, la majorité a choisi l'installation agricole comme moyen de vie, en fondant des villages de fermiers fondés sur le principe de la propriété privée, connus comme *moshavot*. Ils ont trouvé beaucoup de difficultés, y compris un climat inclément, des maladies, un système fiscal turc inefficace et l'opposition arabe. Au total, près de 35.000 Juifs sont arrivés en Palestine pendant la Première *Aliyah*, bien que presque la moitié d'entre eux abandonnât le pays après deux d'années<sup>5</sup>. Cependant, du point de vue quantitatif, l'immigration continuelle de type traditionnel sera plus importante, depuis l'Yémen, la province persane de Fars, la Turquie asiatique ou les Balkans. À la fin de 1903 le recensement établissait la population juive en 26.000 personnes que, en incluant aux illégaux et les étrangers, elle pourrait s'élever jusqu'à les 50.000.

La Deuxième *Aliyah* (1904 - 1914) s'est produite à la suite des pogroms en Russie tsariste et de la conséquente éruption de l'antisémitisme, et elle a eu un impact profond dans le caractère et le développement de l'installation moderne juive en Palestine. Au total environ 40.000 personnes se sont déplacées, dont moins de 20 % resteraient dans le pays, par ce que son apport quantitatif est assez limité. Qu'est-ce qui explique, donc, que ces peu de milliers ont été considérés comme le noyau essentiel de la société et du futur Etat israélien ? La majorité de ses membres étaient des jeunes hommes inspirés des idéales socialistes et du laïcisme radical et, bientôt, ils ont choqué avec l'orthodoxie de ceux qui sont arrivées vingt années avant, et ils sont organisés dans des partis politiques d'orientation marxiste. De cette époque ils sont sortis les leaders de l'indépendance, d'ici il a surgi aussi le premier *kibbutz* et la première organisation d'auto - défense (*Hashomer*), ainsi que la première ville juive moderne, Tel Aviv. Ces immigrants ont établi les bases de ce que serait le *yishuv* (la communauté juive) sur le chemin vers l'état indépendant. Bien que le mouvement semble infime comparé à la crue migratoire vers l'Amérique, le bilan que ces juifs – ruses et d'autres apports, ainsi que grâce à la croissance végétative, ont laissé en Palestine environ 60.000 personnes en 1914, entre 8 et 11 % du total d'habitants.

Malgré le limité de la population et des propriétés, c'était dans ces années quand il a commencé à devenir évident l'antagonisme entre le projet sioniste et la population arabe majoritaire. La cause est double : d'un côté, la haute politisation des membres de ce deuxième *aliyah* les rendait plus conscients de la grandeur du problème et de sa propre faiblesse et, donc, plus résolu à se faire respecter; par

---

<sup>5</sup> Les données des différentes *Aliyah* ont été obtenues de : [www.mfa.gov.il](http://www.mfa.gov.il), Israel Ministry of Foreign Affairs, de CULLA, Joan, *op. cit.* et de BEN AMI, Shlomo, MEDIN, Zvi, *Historia del Estado de Israel*, Madrid; Ediciones RIALP, S.A. 1992

l'autre et à la suite de l'accès au pouvoir des « Jeunes Turcs » en 1908, “comme réaction, le nationalisme arabe est devenu graduellement plus explicite”<sup>6</sup> et de plus en plus actif devant le rapide déclin ottomane.

La Troisième *Aliyah* (1919 - 1923) est en réalité une poursuite de la deuxième, interrompue par la Première Guerre Mondiale et c'était une conséquence de la Révolution d'Octobre en Russie, les croissants pogroms là et en Pologne et Hongrie, la conquête britannique de la Palestine et de la Déclaration Balfour. Aussi maintenant comme dans les précédentes et dans les suivantes, cette *aliyah* a connu des difficultés et des abandons, spécialement quand la crise économique d'après-guerre a frappé la terre palestinienne. Si dès 1919 la taxe moyenne de retours en Europe était de 25 %, en 1923, quand le 25% des ouvriers du *yishuv* se trouve en chômage, la taxe de rentrée a augmenté jusqu'à le 43 %. Cependant, le bilan net du cycle migratoire a largement permis à la démographie juive – palestinienne de récupérer le niveau antérieur à la guerre : 84.000 personnes en 1922 et environ 90.000 pendant l'année suivante, ce qui supposait le 13 % de la population totale.

Dans cette période un fait important s'est produit pour configurer la future scène géographique et politique : la Conférence de San Remo (du 19 avril au 26 avril 1920) qui supposait la fin du Proche Orient traditionnel, après avoir divisé les anciennes provinces arabes de l'empire ottoman en « mandats », entre lesquels a été assigné à la Grande-Bretagne celui de la Palestine (qui incluait les deux bords du Jourdain) et dont cette nation serait responsable de mettre en pratique le manifesté dans la Déclaration Balfour c'est à dire, d'établir dans cette terre un foyer national pour le peuple juif. Deux ans plus tard un autre fait s'est produit ce qui a accentué l'affluence d'immigrants. Le 18 juin 1922, l'Office Colonial a rendu publique une déclaration politique connue comme le “Livre Blanc” de Churchill. Ce document assumait le compromis de Balfour, mais il l'interprétait dans un sens restrictif : les Juifs sont en Palestine par propre droit et non par une tolérance simple, ou ils y constituent une communauté avec des caractéristiques nationales – grâce à une immigration réglée selon la capacité économique du pays – dont le développement donnera lieu au futur "Foyer", bien que cela ne signifie pas que l'ensemble de la Palestine deviendra un Foyer National Juif, mais celui-ci s'établira en Palestine.

La clarification du statut social juridico-politique avec la lettre du Mandat et le dépassement de la crise économique de 1923 ont favorisé la mise en oeuvre d'une autre vague migratoire, le Quatrième *Aliyah* (1924-1929), mais les restrictions à l'immigration dictées par les États-Unis (les lois de quotités de 1921 et 1924) et les mesures contre la bourgeoisie juive du gouvernement de Varsovie ont aussi été décisives. Les données semblent implacables : si en 1924 le 59 % des émigrants juifs de l'Europe s'adressait aux États-Unis et seulement 16,4 % à la Palestine, en 1925 les proportions se sont inversés (52,1 % en Palestine et 15,6 % en Amérique). Du point de vue qualitatif, les jeunes pionniers avec l'esprit militant

---

<sup>6</sup> HOURANI, Albert, *Historia de los pueblos árabes*, Barcelona; Círculo de Lectores 1996, p. 410.

et la vocation ouvrière des deux *aliyah* précédentes se sont trouvés maintenant éclipsés par les petits commerçants, les artisans adultes et des familles de classe moyenne; tout cela a poussé le secteur des services, la construction et la croissance urbaine. Cependant, l'esprit de cette *aliyah* capitaliste n'a pas tardé à se ressentir par un excès de spéculation et la fragilité de la demande. En 1927 le nombre de ceux qui ont abandonné le pays était presque le double de ceux qui arrivaient. L'ambiance de crise et de découragement a persisté pendant les quatre années suivantes, avec un très petit flux d'immigrants (entre 2.000 et 5.000 par an) et une taxe de retours proche au 40 %. Malgré tout, le bilan de cette étape n'est pas négatif pour la communauté juif palestinienne, parce que en 1931 il y avait déjà environ 175.000 Juifs, le 18 % de la population totale.

Les conséquences de cette affluence d'immigrants n'ont pas fait s'attendre et, ainsi, ils ont commencé les actions armées des uns et des autres. Ces actes ont produit, par les actions de représailles et par la répression britannique, des dizaines de morts entre les Arabes et les Juifs. De sa part, les autorités britanniques ont commencé à reconsidérer la viabilité du projet sioniste. Le 20 octobre 1929 ils ont rendu publique une déclaration politique, connue comme le "Livre Blanc" de Passfield dans laquelle on était interprétée d'une forme minimaliste la déclaration Balfour et la lettre du Mandate, et elle a soumis la croissance du « Foyer National Juif » au consentement des Arabes. Ce changement d'attitude aurait des conséquences dans la fortification des positions de force (ou violentes) des Juifs dans la zone et il a répercuté directement sur le processus qui mènerait à l'indépendance de l'Israël. Si d'un côté le rejet arabe a contribué à modeler le *yishuv*, par l'autre la menace sioniste a aidé à forger l'identité arabe palestinienne.

À partir de 1932, la communauté juif palestinienne et son profil européen en Palestine ont été fortifiés par la dynamique que s'est mis en marche par Adolf Hitler. La menace du nazisme pour les Juifs de l'Allemagne et de l'Europe centre orientale, a déclenché un nouveau et décisif cycle migratoire (la Cinquième *Aliyah*, 1932-1939), pour laquelle la Palestine n'était pas déjà un pari idéologique mais une évasion. En 1933, dès que Hitler eut atteint la chancellerie du Reich, des nouveaux 30.327 immigrants se sont incorporés au *yishuv*, 42.359 en 1934 et 61.854 en 1935, après la promulgation des lois raciales de Nuremberg. Pendant les années suivantes, la grande révolte arabe, le tour graduel de la politique britannique et aussi les difficultés croissantes des hébreux de sortir de l'Allemagne, ont fait que le courant fera une inflexion à la baisse : 29.724 en 1936; 10.536 en 1937; 12.868 en 1938; 16.400 en 1939. Par le manque d'autres pays d'accueil, cette *aliyah* a représenté le 53 % du total des migrations juives de cette période et son volume sans des précédents a provoqué un très fort impact dans la démographie du territoire; quand la Deuxième Guerre Mondiale a éclaté, le Mandat palestinien avait déjà 1.100.000 habitants arabes et 460.000 juifs, ce qui représente plus de 29 % du total. On peut affirmer que les racines étaient déjà assises pour la naissance de l'État de l'Israël. Il faut remarquer que, à partir de ce moment, on abandonne l'habitude de numéroter les successives vagues migratoires, bien que comme on verra plus tard, les *aliyah* ont continué. Dans ces moments s'est aussi produite la connue

comme “*Aliyah Juvénile*” que, en 1933 a été organisé pour sauver des jeunes juifs de l'Allemagne Nazi. Environ 5.000 adolescents ont été amenés vers l'Israël avant la Deuxième Guerre Mondiale et ils ont été éduqués dans des internats; après la guerre 15.000 les ont suivis, la plupart des survivants de l'Holocauste.

La nouvelle direction de la politique britannique est restée fixée le 17 mai 1939 avec la publication du “Livre Blanc” de MacDonald, un texte dont l'importance l'a fait passer à l'histoire simplement comme le “Livre Blanc”. Son contenu peut se résumer dans trois points : sur l'avenir politique du pays, on associerait graduellement à des Arabes et à des Juifs au gouvernement, avec l'intention de pouvoir établir l'État indépendant en Palestine en dix ans; en ce qui concerne l'immigration, celle-ci resterait limitée à un maximum global de 75.000 personnes pendant les cinq années suivantes et elle sera conditionnée à l'accord des Arabes, de telle façon que les Hébreux ne représenteront plus d'un tiers de la population totale; enfin, l'achat de terres restait interdit ou très restreint au 95 % du territoire. Si ce document a réprimé un peu le développement du Foyer National, il a aussi favorisé la recrudescence des actions armées sionistes et des réponses arabes.

Avec le commencement de la Deuxième Guerre Mondiale, et malgré l'application du “Livre Blanc”, l'effort par la *aliyah* s'est concentré sur le sauvetage de Juifs de l'Europe occupée que, bien qu'elle profitât des quotas établies, a apportée une majorité des immigrants illégaux (15.489 personnes jusqu'à avril 1940). Cependant, en 1945 le *yishuv* comptait déjà de 579.000 membres, le 31,5 % de la population. De plus, si du point de vue de l'autosuffisance économique et de la capacité de défense armée la Deuxième Guerre Mondiale avait converti au *yishuv* en petit état, la fin du conflit et la révélation de la portée du massacre anti-juive en Europe ont donné sur le nationalisme hébreu une légitimation définitive et irréfutable. “ *Comme les pogroms russes des années quatre-vingts du XIXe siècle ont provoqué le sionisme moderne, le plus démesuré des pogroms, l'Holocauste, il a orienté d'une forme immédiate au mouvement vers la création de l'État indépendant* ”<sup>7</sup>

Les images qu'on commencé à visualiser dans le monde occidental auraient deux effets. D'un côté dans la mentalité occidentale que, à partir de ce moment ne pourrait pas refuser aux Juifs la sûreté et la protection du propre État, puisqu'ils avaient été incapables de leur garantir même le droit à la vie. Par l'autre, la catastrophe a provoqué dans le judaïsme mondial la sensation de se constituer comme une nation, avec plus de choses en commun que les différences entre un *Ashkénaze* ou un *Sépharade*, en fortifiant l'identité hébraïque. En outre, le nationalisme arabe est sorti stigmatisé de la guerre aux yeux d'occident par la connivence des certains dirigeants avec le nazisme.

Du terme de la Deuxième Guerre Mondiale à l'établissement d'Israël (1945 - 1948), l'immigration illégale a été la méthode principale d'entrée, étant donné que les Britanniques, qui avaient imposé une

---

<sup>7</sup> B. Morris, cité par J. CULLÁ, *op. cit.*, p. 136

quota de seulement 18.000 par an, ont virtuellement fermé l'option de l'immigration légale. Soixante-six transports par mer ont été organisés dans ces années, mais seulement certains ont réussi à traverser le blocage britannique et à laisser ses passagers sur la côte. Cependant, l'intelligente exploitation de la propagande a fait que l'effet final produit par la restriction à l'immigration était contraire aux prétentions britanniques. Il s'agissait, maintenant, non d'essayer de grossir la démographie du *yishuv*, mais de transformer les réfugiés en des outils de la propagande qui permettait de montrer au monde les effets du Livre Blanc. En mai 1948, et après trois ans d'activité, la *aliyah* secrète avait rapproché la Palestine entre 70.000 et 80.000 illégaux, dont seulement 3.000 ont réussi à surmonter le blocage anglais, mais l'importance symbolique de l'entreprise a beaucoup surpassé son bilan quantitatif. Cependant, on estime que le nombre total d'immigrants, légaux et illégaux, pendant toute la période du Mandat a été approximativement 480.000, et près du 90% d'entre eux en provenance de l'Europe et, de cette façon, la population du *yishuv* a monté à 650.000 jusqu'à la proclamation de l'État.

### **1.3. L'État de l'Israël et la fin des grands mouvements migratoires**

Le 14 mai 1948 l'État de l'Israël a été proclamé. Dans la Déclaration de l'Établissement de l'État s'exprime que : "*L'État de l'Israël restera ouvert à l'immigration juive et au creuset des diasporas; il promouvra le développement du pays pour le bienfait de tous ses habitants; il sera fondé sur les principes de liberté, de justice et de paix, à la lumière de l'enseignement des prophètes de l'Israël; il assurera l'égalité complète de droits politiques et sociaux à tous ses habitants sans différence de credo, de race ou de sexe ...*" Elle a été suivi le 5 juillet 1950 par la Loi du Retour, qui a octroyé à tout Juif le droit automatique d'immigrer à l'Israël et de devenir un citoyen de l'État<sup>8</sup>. Avec les portes ouvertes, une vague migratoire massive a apporté 687.000 Juifs aux côtes d'Israël. En 1951, le nombre d'immigrants il y avait plus que doublé la population juive du pays en 1948.

D'autres migrations massives sont arrivées dans les décennies cinquante et soixante. En effet, bien qu'en 1945 les communautés juives des pays arabes, certains plus antiques que l'arrivée de l'Islam, étaient d'environ 900.000 individus, elles ne fussent pas dans les plans sionistes précédents à la Deuxième Guerre Mondiale sauf d'une forme générique. Le mouvement fondé par Herzl était un produit européen qui voulait édifier son état en Palestine sur la base des Juifs du vieux continent et, de plus, qui s'entendrait très peu avec le traditionalisme social et la mentalité de *dhimmi* (les minorités non musulmanes soumises et tolérées dans les terres de l'Islam). Par cela, l'intérêt du sionisme sur ces immigrants et de ceux-ci par le sionisme était très léger. Avec l'échec allemand sont apparus deux nouveaux facteurs qui ont changé la perception de ce sujet. D'abord, la *Shoah*, l'élimination presque

---

<sup>8</sup> Cette loi a eu ses problèmes d'application, jusqu'à une double amendement ambiguë de 1970 qui précise d'un côté que "aux effets de cette loi, est considérée comme juive une personne née de mère juive ou transformée et qu'il{elle} n'appartient pas à une autre religion", mais en même temps il{elle} étend le droit à l'immigration et à la nationalité aux enfants et aux petits-fils des Juifs de la diaspora et à ses conjoints respectifs, soyez ou des non Juifs selon le critère rabbinique " MICHEL, Alain, *Racines d'Israël, 1948: plongé dans 3.000 ans d'histoire*, Paris; Autrement 1998. Cité par J. CULLA, *op. cit.* p. 209

totale des masses juives de l'Europe centrale et orientale, qui a privé au sionisme son grand espoir démographique et qui l'a obligé à récupérer les Juifs d'Orient comme principale réserve migratoire. D'autre part, la prise de conscience du problème palestinien de la part de l'ensemble du monde arabe a transformé aux communautés juives de ces pays en des victimes potentielles de l'antisionisme, sans discerner quels Juifs sont sionistes et lesquels ne le sont pas (“... le départ des Juifs d’Égypte, départ forcé, oeuvre de Nasser”<sup>9</sup>).

Dans la double idée de renforcer la démographie du nouvel État et d'assister, cette fois avec plus d'efficacité, au judaïsme poursuivi, les autorités israéliennes ont immédiatement commencé après l'indépendance un plan pour sauver les Juifs du monde arabe, en commençant par les communautés les plus vulnérables et menacées. En général, avant de pouvoir émigrer des pays arabes, ces Juifs ont été soumis à des pénalités fiscales ou de travail, et la majorité est arrivée à l'Israël dans la misère la plus absolue.

Ce mouvement a eu lieu quand la plupart de monde arabe sortait de la tutelle coloniale. Avec l'accès à la pleine souveraineté, un islamisme croissant, l'escalade nationaliste et les conflits successifs entre l'Israël et ses voisins ont rendu plus fragile la permanence des communautés hébraïques. Dans ce sens et bien que pas toujours les situations soient comparables, les Israéliens considèrent que, quand on parle du droit de retour et d'indemnisation aux Palestiniens exilés de 1948, il faudrait tenir en compte les plus de 600.000 Israéliens arrivés du monde arabe et qui ont perdu toutes ses propriétés quand ils ont été obligés à émigrer. Un résumé du nombre d'émigrants et les pays d'origine, de 1948 à 2002, se montre dans le tableau suivant.

<b>PAYS</b>	<b>POPULATION JUIVE 1948</b>	<b>EMIGRES A ISRAEL</b>	<b>POPULATION JUIVE 2002</b>
ALGERIE	140.000	24.000	20
EGIPTE	66.000	37.000	50
IRAK	140.000	130.000	100*
LIBAN	5.000	4.000	70
LIBYE	38.000	35.800	0
MAROC	285.000	266.300	3.500
SYRIE	35.000	8.500	120
TUNISIE	130.000	52.000	1.500
YEMEN	60.000	50.600	500*
<b>TOTAL</b>	<b>899.000</b>	<b>608.200</b>	<b>5.260</b>

\*Estimé

L'arrivée de population s'est maintenue pendant la deuxième moitié du XXe siècle, de l'Occident et des pays du Troisième Monde (comme la *aliyah* de la ancienne communauté juive de l'Éthiopie en 1984 et

<sup>9</sup> CHAUNU, Pierre *et al.*, *Essai de prospective démographique*, Paris ; Editions Fayard, 2003, p. 161

1991) Cependant, le dernier grand mouvement migratoire s'est produit comme conséquence de la désintégration de l'empire soviétique. Au fur et à mesure que l'atmosphère de détente a commencé à devenir présente dans les relations internationales au début des années 70, l'Union Soviétique a permis à un nombre significatif de Juifs d'émigrer à l'Israël. À la fin de cette décennie, un quart de million de Juifs avait abandonné l'Union Soviétique et 140.000 d'entre eux ont immigré à l'Israël. Les Juifs résidants en l'Union Soviétique ont pu sortir dans une quantité sans précédents à la fin des 80, après les actions du président Gorbatchev de libéraliser le pays; le collapsus de l'Union Soviétique à la fin de 1991 a facilité ce processus. Ce mouvement s'est caractérisé par la haute qualification professionnelle (34 % d'universitaires et scientifiques), plus motivés par la recherche du bien-être que par le idéal sioniste et qui, après avoir surpassé les difficultés d'intégration de travail, linguistique et culturelle, ont transformé la physionomie de la société israélienne. Après de que 190.000 immigrants arrivaient à l'Israël dans 1990 et 150.000 en 1991, la stabilisation des conditions en la ex-Union Soviétique et les difficultés d'adaptation ont provoqué une diminution de l'immigration à un niveau d'à peu près 70.000 par an. En résumé, dès 1989 jusqu'à des fins de 1996, autour de 700.000 Juifs de l'ex-Union Soviétique ont déplacé son foyer à l'Israël. Dans le tableau suivant il se montre un résumé des immigrants arrivés après l'indépendence.

ANS	ASIE	AFRIQUE	EUROPE	AMERIQUE & OCEANIE	TOTAL
<b>1948-1951</b>	237.000	94.000	327.000	5.000	687.000
<b>1952-1960</b>	35.000	146.000	103.000	10.000	294.000
<b>1961-1970</b>	49.000	151.000	139.000	45.000	384.000
<b>1971-1980</b>	27.000	16.000	213.000	73.000	330.000
<b>1981-1989</b>	10.000	23.000	60.000	40.000	133.000
<b>1990-1996</b>	8.000	36.000	686.000	27.000	757.000
<b>TOTAL</b>	<b>366.000</b>	<b>466.000</b>	<b>1.528.000</b>	<b>200.000</b>	<b>2.585.000</b>

À partir de ce moment n'est pas prévisible une nouvelle arrivée massive d'immigrants. En dehors de l'État d'Israël l'autre grand groupe de Juifs se trouvent aux États-Unis, avec une population parfaitement implantée dans la société américaine, et est difficile de penser qu'ils vont changer la sûreté et les conditions sociales de son pays pour une incertaine expérience. D'ici la nécessité qui a l'Israël de maintenir la majorité démographique par d'autres méthodes différentes au retour de la diaspora, bien avec des politiques qui augmentent la natalité hébraïque et diminuent la correspondante à la population arabe, bien avec les solutions dirigés à simplifier le problème, comme la retraite des territoires occupés et, bien sûr, le refus au retour des réfugiés.

## 2. LE PROBLÈME DES RÉFUGIÉS

### 2.1. Les causes de l'exode palestinien

La guerre de 1948-1949 a séparé de ses foyers, maintenant situés dans territoire de l'Israël, à environ 750.000 Arabes Palestiniens, 40.000 ou 50.000 desquels ont réussi à rentrer d'une forme légale ou subreptice dans les étapes finales du conflit ou après. Des 700.000 restants, un tiers a obtenu l'accueil dans les états voisins (100.000 au Liban, 60.000 en Syrie, 70.000 en Transjordanie, 7.000 en Égypte, 4.000 à l'Irak). Le reste, 180.000 dans la Bande de Gaza et 280.000 en Cisjordanie.

Bien qu'aujourd'hui il puisse sembler indéniable qu'il y a eu un grand composant d'expulsion dans la sortie de la population arabe, il y a quelques versions qui nuancent cet événement. Mitchell G. Bard, dans son livre *“Mythes et réalités des conflits du Proche Orient”*<sup>10</sup> expose que *« des milliers d'Arabes de Palestine aisés partirent par peur de la guerre, des milliers d'autres obéirent aux appels des dirigeants arabes qui leur demandaient de laisser la voie libre pour l'avance de leurs armées. Une «poignée» fut expulsée, mais la plupart fuirent, tout simplement pour ne pas se retrouver au milieu des combats »*. Il cite aussi les commentaires d'un envoyé spécial du journal *Le Monde* en avril 1951 aux campements de réfugiés que, quand il pose des questions sur les motifs des Palestiniens de laisser ses foyers il obtient beaucoup de réponses différentes : *« Certains ne voulaient pas vivre dans l'Etat Juif; d'autres ont fui la bataille et, une fois celle-ci terminée, n'ont jamais trouvé l'occasion de rentrer chez eux. Beaucoup plus nombreux sont ceux qui sont partis parce qu'on leur avait dit que c'était pour quelques jours, quelques semaines au plus, et qu'ils reviendraient avec les armées arabes triomphantes ; ils travaillaient comme des ouvriers agricoles chez des propriétaires arabes, et ils n'avaient fait qu'obéir, comme toujours, aux ordres de leurs supérieurs. »*

Cependant, d'autres sources ne sont pas si déterminantes avec l'obéissance des Palestiniens devant ses dirigeants et ses supérieurs. Joan Cullá expose<sup>11</sup> qu'il n'y a pas aucune doute de que dans les moments préalables au conflit déclaré, mais avec la violence déjà présente dans la région, entre décembre 1947 et janvier 1948, des membres des classes moyennes et hautes abandonnassent volontairement le pays pour éviter les problèmes de la guerre et, logiquement, cela a affaibli la morale de l'ensemble de la population arabe. Cependant, il éclaircit que *“n'existe aucune épreuve solide de ce que - comme a soutenu pendant des décennies la version officielle israélienne - les autorités arabes ordonnaient ou incitaient les palestiniens civils à abandonner des maisons et des terres pour ne pas entraver les opérations militaires et avec la promesse d'un retour immédiat et triomphal”*. Dans une atmosphère de guerre civile, dans laquelle tout homme pourrait être un combattant et tout noyau habité une position armée, c'était logique d'espérer que les Juifs obligeaient à vider et détruisaient des peuples arabes hostiles ou d'une valeur stratégique, bien que les Arabes, dans la douzième d'installations juives qu'ils

---

<sup>10</sup> BARD, Mitchell G., *Mythes et réalités des conflits du Proche – Orient*, Paris; Éditions Raphaël 2003, p. 253

<sup>11</sup> CULLA, Joan, op. cit. p. 174 – 175

ont conquises, ne consentissent pas non plus la présence postérieure des vaincus. Même le médiateur suédois Folke Bernadotte (cousin du roi et président de la Croix Rouge suédoise, qui a été assassiné par le groupe sioniste Stern le 17 septembre 1948) a exprimé que “*l'exode des Arabes Palestiniens a été résultat de la panique créée par le combat dans ses communautés, des rumeurs référents à des actes réels ou supposés du terrorisme ou de l'expulsion*”<sup>12</sup>

C'est attestée l'expulsion obligatoire de dizaines de milliers de Palestiniens, comme ceux des villes de Lydda et de Ramleh, mais comme dans toutes les guerres s'est aussi produit un mouvement naturel de fuite devant le danger des combats et, donc, on ne peut pas imputer sous la pression juive le total de l'exode palestinien. Dans la logique de haine et de vengeance qui régnait dans les deux factions, c'est compréhensible que quand une aire de population arabe placée à l'intérieur ou dans le voisinage du futur État Hébreu elle se trouvait encerclé ou menacée par les forces juives, plusieurs de ses habitants optaient pour la fuite, peut-être avec l'espoir de que l'intervention contondante des frères arabes leur permettrait de rentrer en quelques semaines. Enfin, c'est indéniable que, avec les conditions de conflit ouvert, les responsables sionistes considéreront l'État Juif infaisable, du point de vue militaire et politique, si presque la moitié de ses citoyens étaient arabes. Bien que on ne peut pas parler d'un plan prémédité et systématique d'expulsion massive, il n'y a pas aucune doute de que la naissante armée hébraïque essayât de déplacer des dizaines de milliers d'arabes résidants des secteurs sensibles ou nécessaires pour donner une cohésion au dispositif juif de défense, en cherchant en même temps d'alléger le poids démographique arabe de son État.

## **2.2. Des tentatives de solution ?**

La solution la plus facile et simple pour résoudre le problème aurait été le retour rapide de réfugiés et déplacés vers leurs lieux de résidence. C'est ce que défendait Folke Bernadotte depuis juin 1948 et ce que l'Assemblée Générale des Nations Unies a approuvé avec le vote contraire des états arabes (par son refus de la reconnaissance de l'État de l'Israël), dans sa résolution 194-III<sup>13</sup>, le 1 décembre de cette année. Cependant, le gouvernement israélien s'est opposé et il a fait tout le possible pour rendre le retour impossible, y compris la destruction de centaines de villages arabes abandonnés. Les raisons sont claires : dans un pays qui venait de naître et qui à la fin de 1948 disposait de 125.000 Arabes entre ses 900.000 habitants, le retour d'autres 700.000, possiblement hostiles, ce serait presque un suicide en termes de sécurité et qu'empêchait l'atteinte de l'État Juif. En outre, compte tenu que les deux grands

---

<sup>12</sup> Cité par CATTAN, Henry, *Palestina, los árabes e Israel*, México; Siglo XXI editores, 1971, p. 61

<sup>13</sup> « *Décide* qu'il y a lieu de permettre aux réfugiés qui le désirent, de rentrer dans leurs foyers le plus tôt possible et de vivre en paix avec leurs voisins, et que des indemnités doivent être payées à titre de compensation pour les biens de ceux qui décident de ne pas rentrer dans leurs foyers et pour tout bien perdu ou endommagé lorsque, en vertu des principes du droit international ou en équité, cette perte ou ce dommage doit être réparé par les Gouvernements ou autorités responsables ; *Donne pour instructions* à la Commission de conciliation de faciliter le rapatriement, la réinstallation et le relèvement économique et social des réfugiés, ainsi que le paiement des indemnités, et de se tenir en liaison étroite avec le Directeur de l'Aide des Nations Unies aux réfugiés de Palestine, et, par l'intermédiaire de celui-ci, avec les organes et institutions appropriés de l'Organisation des Nations Unies. » Résolution 194-III. Assemblée générale. [www.un.org](http://www.un.org)

axes de la doctrine sioniste ont toujours été l'immigration juive et l'acquisition de terres, l'absence d'habitants Arabes facilite l'obtention des deux processus. Bien que les Israéliens estimaient que la solution passait pour un accord global de paix, dans ce moment ils n'ont pas imaginé que le problème des réfugiés acquerrait cette ampleur. Ils ont pensé que les États arabes accueilleraient la majorité d'eux, mais ceux-ci n'avaient pas d'envie d'accomplir les compromis et, en fait, ils ont repoussé en bloc pendant beaucoup de temps toutes les résolutions de Nations Unies. En août 1948 le secrétaire du Haut Comité Arabe, Emile Ghoury, a exprimé la position arabe dans ces termes : *«Il est inconcevable que les réfugiés rentrent dans les foyers alors qu'ils sont toujours occupés par les Juifs, car ceux-ci les retiendraient en otages et les maltraiteraient. Cette proposition n'est rien de plus qu'une tentative des responsables d'échapper à leurs responsabilités. Cela représenterait une première étape vers une reconnaissance arabe d'Israël et de la Partition »*<sup>14</sup>

Il faut tenir en compte que, pour les deux factions, l'Israël et les pays arabes, le problème de la population palestinienne n'est pas économique et humanitaire, mais politique. Pour le monde arabe les réfugiés symbolisent la catastrophe à laquelle la création de l'État de l'Israël a traîné les Palestiniens. C'est, donc, une question de principe. Les réfugiés sont un témoignage vivant de la cause pan - arabe, et c'est pour ça qu'il ne convient pas qu'ils soient dilués ou qu'ils disparaissent avant que l'injustice n'ait été réparée. C'est pourquoi le Liban ou la Syrie ne leur accorderont jamais la nationalité, et l'Égypte ou la Jordanie les maintiendront pendant des décennies dans les campements, et aucun de ces pays ne montrera de volonté sérieuse de les réinstaller et de les assimiler dans son territoire. La politique arabe par rapport au problème des Palestiniens qui avaient perdu ses foyers a consisté à congeler son déracinement et sa condition de réfugiés, en les considérant comme une arme de propagande et un atout de futur contre l'Israël.

À partir de décembre 1949 c'est la communauté internationale, à travers de l'agence spécialisée United Nations Relief and Works Agency (UNRWA), la responsable de l'entretien et la protection juridique des réfugiés. Cela a facilité la politique des régimes de la région, lesquels, libérés de cette charge, ont pu boycotter jusqu'à 1959 de divers projets américains de réinstallation dans différents lieux de Proche Orient. Les gouvernements arabes étaient totalement contraires à toute solution qui n'était pas le rapatriement total.

Le roi Abdullah considérait les Arabes palestiniens et les Jordaniens comme un seul peuple, et c'est pourquoi la Jordanie a été le seul pays arabe qui a accueilli les Palestiniens et il leur a offert la nationalité (aujourd'hui, seulement en Jordanie les Palestiniens, comme un groupe, peuvent devenir citoyens) Bien que les chiffres démographiques indiquent qu'il y a lieu pour son établissement en Syrie, Damas a refusé l'acceptation des réfugiés, sauf s'ils repoussent le rapatriement, et il leur refuse le droit de se faire naturaliser. Il a également repoussé la réinstallation de 85.000 entre 1952 et 1954, bien qu'il

---

<sup>14</sup> Cité par BARD, Mitchell G., op. cit. p. 277

y eût des fonds internationaux pour financer le projet, et le même a arrivé avec l'Irak ou la Libye. En 1950, par exemple, l'ONU a essayé de réinstaller 150.000 réfugiés de Gaza en Libye, mais l'Égypte s'est opposée. Il faut tenir en compte qu'après la guerre de 1948 ce pays contrôlait la Bande de la Gaza et à ses 200.000 habitants, mais il a empêché l'entrée en Égypte ou son déplacement à toute autre partie. La forme dans laquelle les réfugiés ont été traités pendant les dix ans qui ont suivi à son exil a été résumée, en août 1958, par un ancien directeur de l'UNRWA, Ralph Garroway : «*Les États arabes ne veulent pas résoudre le problème des réfugiés. Ils veulent le garder comme une plaie ouverte, comme un affront aux Nations Unies et une arme contre Israël* »<sup>15</sup> En résumé, «*les réfugiés doivent être maintenus autour de l'Israël comme une armée du désespoir* »<sup>16</sup>

Il faut remarquer que l'option adoptée par le nationalisme arabe n'était pas le seul possible. Dans les mêmes années, des autres conflits de guerre et crises politiques ont provoqué dans des autres zones des déplacements inévitables de population d'un volume et à des distances beaucoup plus grandes que celles du cas palestinien. On peut parler de plus de 12 millions d'Allemands dépossédés, entre 1944 et 1948, qui se sont dirigés vers la future République Fédérale Allemande. Si, au lieu de s'intégrer et de parier par la réconciliation, ces Allemands étaient restés sur des champs de réfugiés, remis à la culture de l'amertume, du désespoir et du ressentiment, poussés à l'extrémisme politique, persuadés de qu'ils pouvaient récupérer des maisons et des terres, l'histoire de l'Europe aurait été autre. Nous servent aussi comme exemple les plus de 17 millions d'habitants de l'empire britannique des Indes, à qui l'indépendance et le partage de cet empire entre le Pakistan et l'Inde dans les années 47 et 48 a obligé à émigrer : à Hindûs et à Sigs dans une direction et aux Musulmans dans l'autre. Il n'y a pas des deux situations historiques égales, et dans le cas du sous-continent indien on peut objecter que ce qui s'est produit a été un échange de populations plus ou moins légitimé par les deux gouvernements, mais c'est un aspect à tenir en compte pour comprendre le problème. C'est aussi ici où beaucoup d'auteurs Israéliens invoquent, à côté de l'exode palestinien de 1948, l'arrivée postérieure à l'État Hébreu de centaines de milliers de Juifs originaires des pays arabes, et ils voient dans ce double processus une permutation démographique et économique non réglée ni reconnue, mais assez équitable.

Selon l'UNRWA<sup>17</sup>, ils sont des réfugiés palestiniens ceux dont la résidence habituelle était la Palestine entre le 1 juin 1946 et le 15 mai 1948 et qui ont perdu ses maisons et ses moyens de vie comme résultat du conflit de 1948, qui sont réfugiés dans un pays dans lequel cette organisation établit son action ou qui sont les descendants par la ligne masculine des personnes qui accomplissent les conditions précédentes. Conformément à cela, les Palestiniens considèrent que le classement est trop restrictif, puisqu'il ne considère pas beaucoup de cas comme tous ceux qui sont réfugiés dans des autres pays, qui par de diverses circonstances ne se trouvaient pas en Palestine pendant la période établie ou tout

---

<sup>15</sup> Cité par BARD, Mitchell G., op. cit. p. 274

<sup>16</sup> CARTIER, Raymond, *Historia Mundial de la Post Guerra*, Barcelona; Mas – Ivars Editores, S.L. 1971, p. 432

<sup>17</sup> [www.un.org/unrwa](http://www.un.org/unrwa)

simplement qui sont descendants par la voie maternelle. C'est pourquoi, selon la source consultée, il y a des grandes différences dans les données puisque pas tous les organismes et toutes les organisations ne partent des mêmes critères de comptabilité.

En ce qui concerne le financement de l'UNRWA et comme un épreuve de l'intérêt que les différents pays ont sur les réfugiés, il faut remarquer que les États-Unis ont toujours été le contributeur le plus important de l'organisation, en donnant plus de 80 millions de dollars (USD), à peu près 28 % du budget total, que en 1999 a été de 287 millions d'USD. L'Arabie Saoudite a contribué avec 5,8 millions d'USD, Kuwait avec 2,6 millions d'USD, les Émirats Arabes Unis avec un million, l'Oman avec 25.000 USD et l'Égypte avec 10.000 USD. En fait, si le budget de cette organisation est étudié dans le total des six dernières années, les États-Unis a participé avec 33,19 % (223 millions USD), l'Union Européenne à travers de son agence European Commission Humanitarian Office (ECHO) avec 12,50 % (85 millions USD) et il faut descendre jusqu'au neuvième place pour trouver l'Arabie Saoudite avec 3,1 % (20 millions USD), bien que le Croissant Rouge soit dans le quatrième lieu avec 5,95 % et 40 millions d'USD. L'Israël et d'autres pays donateurs préfèrent participer avec des biens et non avec d'argent, bien que ce pays à énormément réduit sa contribution après qu'il a transféré la responsabilité des territoires à l'Autorité Nationale Palestine. Cependant, il faut tenir en compte que pendant beaucoup de temps l'Israël a consacré une plus grande quantité (autour des 3 millions d'USD) que la plupart des États arabes. En fait, les Saoudiens n'ont pas participé jusqu'à 1973, et Kuwait et la Libye jusqu'à 1980.<sup>18</sup>

### **2.3. La résistance et les affrontements entre les Arabes**

La guerre des Six Jours a représenté un événement fondamentale dans le problème des réfugiés et le développement du conflit de la Palestine. D'une part, le 22 novembre 1967, le Conseil de Sécurité de l'ONU a adopté par unanimité la résolution 242, une référence basique dans toutes les tentatives de paix. Cette résolution a été acceptée avec un intérêt limité par l'Israël, l'Égypte et la Jordanie, tandis que l'Irak, la Syrie et l'OLP l'ont totalement rejeté, dans la mesure qui avalisait le droit de l'Israël d'exister. Une autre conséquence transcendante de la guerre des Six Jours a été la transformation de l'État Juif comme une puissance occupant sur un grand nombre de population arabe majoritairement hostile. Le développement des combats a poussé à entre 200.000 et 300.000 Palestiniens (plusieurs d'eux déjà déplacés de 1948) à abandonner la Cisjordanie et la Bande de Gaza vers l'autre bord du Jourdain ou de l'Égypte, et aussi la plupart d'habitants du Golan (environ 90.000) a fui vers l'intérieur de la Syrie; mais encore, en juillet 1967, autour de 1.100.000 Arabes Palestiniens sont restés dans les territoires récemment conquis.

---

<sup>18</sup> [www.un.org/unrwa](http://www.un.org/unrwa)

Pour les Palestiniens, être sous la domination de l'ennemi a constitué un trauma qui stimulerait son sentiment d'identité et les aspirations nationales; pour sa part, la société israélienne a commencé à développer une relation semi coloniale, en appliquant l'armée un régime d'occupation inévitablement oppressif et répressif. Bien que pendant presque deux décennies le niveau de résistance interne fût très bas dans les territoires, on n'aura pas besoin de grandes mesures de force pour le combattre et les mairies arabes jouissaient d'une vaste autonomie locale, le gouvernement militaire du *Tsahal* a favorisé des abus, des excès et des arbitraires sur une population de plus en plus nombreuse non protégée pas par les lois et la citoyenneté de l'Israël. Ces abus et excès, prolongés dans le temps, deviendraient une espèce de cancer pour le système politique et des valeurs des Israéliens. Ils ont aussi supposé l'éclosion d'un vrai mouvement palestinien de libération nationale et, par cela, la grande campagne militaire de 1967 se considère comme une victoire fatidique. Certainement, après la fin de cette guerre s'est produite une fortification et une émancipation de la résistance palestinienne, avec une transformation des certains champs de réfugiés en des vraies bases de guérilla ce qui aura des sérieuses conséquences pour les pays d'accueil. En Syrie, le général Hafiz al-Assad a profité des représailles aériennes israéliennes contre des champs d'Al Fatah en février 1969 pour exécuter le premier des deux coups de force qui le porteront jusqu'au pouvoir absolu et, ensuite, il a poussé les *fedayin* palestiniens à s'installer et à attaquer de le Liban, avec un effet désastreux pour le fragile équilibre de la mosaïque communautaire libanaise. Le compromis entre Bierut et l'OLP, provoqué par Nasser et baptisé comme "accord du Caire", a consacré le droit de la résistance armée palestinienne à être présent dans le territoire libanais, et l'a remis le contrôle de la quinzaine de champs de réfugiés dispersés par le pays et a transformé la zone montagneuse méridionale d'Arkub en une espèce de région autonome palestinienne sous la protection syrienne. Cette complète émancipation au sujet de l'autorité étatique libanaise est dans l'origine de la guerre civile que dévastera ce pays dès 1975 et qui actuellement a encore des conséquences.

Les effets de déstabilisation de la présence des Palestiniens armés ont été encore plus rapides dans le royaume de la Jordanie, où les champs et les milices de l'OLP se sont érigés en État dans l'État, de plus en plus provocant et agressif vers l'autorité du roi Hussein. Ils se sont produits des affrontements avec l'armée régulière, des rétentions des otages occidentaux et même une série d'attentats contre le monarque, puisque Hussein était favorable à la résolution 242 et voyait de bons yeux le "plan Rogers"<sup>19</sup>. Le 17 septembre, le roi a ordonné une offensive générale contre les enclaves palestiniennes de la périphérie d'Amman et du nord du pays, défendues par 40.000 miliciens. Après dix jours de combats, les troupes de Hussein ont obtenue la victoire. Quelques sources estiment que les palestiniens morts furent 900 guérilleros et 3500 civils, dans un événement qui a passé à l'histoire comme « Septembre Noir ». Le gouvernement jordanien a expulsé les *fedayin* de toutes les villes du royaume, il

---

<sup>19</sup> William Rogers, Secrétaire d'État de Nixon, présente ce plan en décembre 1969, basé sur la résolution 242 et il contemple la retraite aux limites de 1967 et aussi un compromis égyptien de paix

les a poussés vers le nord et a récupéré le contrôle des champs de réfugiés. Les combattants palestiniens arrêteraient à partir de ce moment d'être un facteur politique ou militaire significatif à l'est du Jourdain, et ils auraient à se contenter avec le sud du Liban comme le seul sanctuaire et la seule plate-forme opérationnelle. La perte de la base jordanienne et les facilités géographiques qu'elle offrait pour attaquer l'Israël ont fait que quelques organisations palestiniennes parieront par la pratique du terrorisme international pendant les années suivantes, dont le but initial sera déjà pas seulement la lutte contre l'Israël mais aussi la vengeance contre le régime jordanien.

À partir de ce moment, l'arithmétique de blocs (des pays islamiques, communistes, non alignés, africains ...) ont configuré dans l'ONU une majorité automatique fascinée par la cause arabe et par la rhétorique pro - palestinienne. Tout cela a mené à l'approbation de jusqu'à une vingtaine de résolutions de l'Assemblée Générale, et à des situations parfaitement faites de la publicité comme l'intervention d'Yasser Arafat dans cet organe le 13 novembre 1974. Il était un dirigeant fortifié après la reconnaissance que le septième sommet arabe de Rabat venait de faire de l'OLP la représentante légitime et unique du peuple palestinien au détriment d'un roi Hussein. Néanmoins, ces succès dans l'opinion publique mondiale n'auraient pas beaucoup de durée. Le guêpier dans lequel a été transformé Le Liban à partir de 1982 a provoqué des divisions entre les diverses factions palestiniennes et, en 1983, les troupes syriennes et les éléments d'Al Fatah contraires à l'autoritarisme d'Arafat ont fini par l'expulser avec 4.000 loyaux. En marge des dissidents, contrôlés par la Syrie, les *fedayin* ont absolument disparu des quatre États limitrophes avec l'Israël. L'épilogue de la neutralisation de la résistance palestinienne au Liban s'est produit en mai 1985, quand, aux ordres de Damas, des miliciens chi'ites et des soldats libanais ont assiégé et ont bombardé les champs de Sabra, de Chatila et de Burj au-Barajneh, encore fidèles à Arafat; l'appelé comme "guerre des champs" a duré plus de deux ans et elle a causé des milliers de victimes, sur lesquelles normalement on ne parle pas trop<sup>20</sup>.

Pour sa part, l'Égypte a toujours tendu à considérer le problème d'un point de vue bilatéral, en essayant de résoudre ses propres problèmes. Si pendant sa visite à l'Israël en 1977, Anwar Al-Sadat évoquait devant la *Kneset* le droit du peuple palestinien à reconnaître un propre État et le droit de retour, les critiques de l'OLP et de divers pays arabes, ainsi que quelques attentats contre des objectifs égyptiens, ont fait que son seul objectif était la récupération du Sinaï et qu'il se désintéressait du problème palestinien et de la cause arabe. D'où le fait de la signature des accords de Camp David de 1978, dans lesquels il s'est concentré sur la paix avec l'Israël et seulement dans un deuxième document, très imprécis, le "Cadre pour la Paix au Moyen-Orient" on a traité en partie une tentative d'accord global.

---

<sup>20</sup> « La question de la minorité palestinienne au Liban a conduit à l'éclatement du Liban, à partir de 1975. Les Palestiniens ont d'abord utilisé le territoire du Liban comme base de leur lutte contre l'occupation de la Palestine ; la fragilité du système communautaire libanais a provoqué une projection des divisions internes dans le conflit israélo-palestinien. » CHAUPRADE, Aymeric, *Géopolitique. Constantes et changements dans l'histoire*, Paris; Ellipses Editions Marketing S.A., 2003, p. 504

Dans des mots du chef de la diplomatie égyptienne, Boutros-Ghali, ce succès « *avait été obtenu au prix d'une marginalisation des Palestiniens* »<sup>21</sup>, sans l'intention réelle de résoudre son problème.

Le déchaînement de la première *Intifada* s'est précisément produit par l'abandon que les Palestiniens ont senti. Le sommet arabe d'Amman de novembre 1987 s'est consacré à examiner la menace iranienne sur les États pétroliers du Golfe et à bénir le retour de l'Égypte au sein de la famille arabe, c'est qui été une évidence de que pour les pays "frères" la question palestinienne avait fini d'être une priorité. Outre que l'oppressif immobilisme israélien, aussi l'impuissance de l'OLP et l'indifférence du monde arabe ont été facteurs qui ont inspiré dans la population des territoires une sensation de siège, d'asphyxie, une impression de que la seule sortie apparente était "tout ou rien". Les 650.000 habitants arabes du district de la Bande de Gaza, les 900.000 de Cisjordanie et, dans une certaine mesure, les 130.000 de Jérusalem l'Est, étaient en conditions d'inégalité, d'injustice et de discrimination, en supportant une politique hébraïque d'appropriation de terres, tout cela avec une récession économique très intense et avec une densité que, en Gaza, était de 1.600 habitants par kilomètre carré, une des plus hautes du monde.

#### **2.4. Les grands projets**

La Conférence de Madrid de 1991, laborieusement préparée par le secrétaire d'État James Baker, avait pour objectif atteindre un accord de paix juste, durable et complet, fondé sur des résolutions 242<sup>22</sup> et 338<sup>23</sup> du Conseil de Sécurité de l'ONU. Continué avec des négociations à Washington jusqu'au printemps de 1992, elle a eu un bilan assez négatif, spécialement par l'obstructionnisme et le délai du gouvernement du Likoud. Malgré l'échec de la formule de Madrid, les liens ouverts ont donné l'occasion à une autre formule : les Accords d'Oslo. Encore une fois, la Déclaration de Principes faisait seulement une petite référence au problème des réfugiés : « *Il est entendu que ces négociations couvriront l'ensemble des questions restant en suspens, y compris : Jérusalem, les réfugiés, les implantations, les accords de sécurité, les frontières, les relations et la coopération avec les pays voisins, et autres questions d'intérêt commun* »<sup>24</sup>. De la même façon, les réactions de la population et des pays voisins mélangeaient les désirs de paix avec le rejet plus ou moins radical et violent, ce qui fera finalement dérailler le projet.

Une autre tentative a été la "proposition Clinton" qui se référait aux commentaires réalisés par le précédent président des États-Unis<sup>25</sup> pendant une rencontre avec des représentants israéliens et palestiniens le 23 décembre 2000. Cette proposition était fondée sur l'assignation d'entre 94 % et 96 %

---

<sup>21</sup> BOUTROS-GHALI, Boutros, *Le chemin de Jérusalem*, Paris, Ed. Fayard, 1997, cité par J. CULLA, *op.cit.* p. 298

<sup>22</sup> « Affirme de plus la nécessité de ... (b) Obtenir une juste solution du problème des réfugiés »

<sup>23</sup> « Demande aux parties en cause de commencer immédiatement après le cessez-le-feu l'application de la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité, en date du 22 novembre 1967, dans toutes ses parties »

<sup>24</sup> www.mfa.gov.il. Ministère des Affaires Étrangères d'Israël, traduction non officiel

<sup>25</sup> « Dans l'histoire du processus de paix un président nord-américain n'avait jamais consacré tant d'énergie et tant de temps à la recherche d'une solution pour ce conflit » MORATINOS, Miguel Angel, *El Cuarteto de Oriente Próximo* in ALVAREZ-OSORIO, Ignacio *et al.*, *Informe sobre el conflicto de Palestina*, Madrid; Ediciones del oriente y del mediterráneo 2003. p.258

de Cisjordanie à l'État Palestinien, et établir ainsi un passage de sécurité permanente entre ce territoire et la Bande de Gaza, tout surveillé par une présence internationale. Cette proposition reconnaissait tant l'importance symbolique pour les palestiniens du concept de "droit de retour" comme l'impossibilité de l'acceptation de la part de l'Israël, par le défi qu'elle suppose pour ses politiques de souveraineté et même par la menace au caractère juif de son État. Par conséquent, elle affirmait que la solution passait pour deux États, l'un juif pour les Juifs et l'un palestinien pour les Palestiniens. Les réfugiés auraient pour destin ce dernier état, bien que l'Israël pourrait en admettre certains. On recueillait aussi que « *n'existe pas un droit de retour spécifique à l'Israël, mais on ne nie pas l'aspiration du peuple palestinien à retourner à la zone* »<sup>26</sup>, une formule de caractère diplomatique mais qui résolvait réellement très peu. On contemplait seulement (à l'exception d'une acceptation particulière de la part de l'Israël) que le droit de retour existe aux territoires qui font une partie du futur État Palestinien, en laissant la réhabilitation dans les pays d'accueil ou la réinstallation dans des troisièmes pays entre les mains des décisions politiques de ces pays. Ce n'est pas une grande avance pour la résolution du problème des réfugiés, bien qu'elle ne doute pas de recommander, si l'accord a de succès, que les résolutions 242 et 338 soient considérés déjà appliqués.

On a aussi cherché à résoudre le problème dans l'appelé le "Document Moratinos"<sup>27</sup> (Tabá, janvier 2001), élaboré par Miguel Ángel Moratinos, à l'époque envoyé spécial de l'UE dans le processus de paix du Moyen-Orient et l'actuel ministre des Affaires Etrangères de l'Espagne.. Bien qu'il ne constituât pas un document officiel de l'Union Européenne, les deux parties de conflit l'ont reconnu comme une fidèle description des négociations sur les sujets relatifs au statut définitif, comme le territoire, Jérusalem, les réfugiés et la sécurité. Dans ce document, les deux parties ont déclaré que la question des réfugiés palestiniens est essentielle dans les relations israélo-palestiniennes, et qu'il est nécessaire une solution complète et juste pour créer une paix durable et moralement scrupuleuse. De la même façon, ils ont suggéré aussi que, comme point de départ, les parties devraient décider qu'une juste résolution du problème des réfugiés conformément à la résolution 242 du Conseil de la Sécurité devrait conduire à l'application de la résolution 194 de l'Assemblée Générale de l'ONU. Il faut rappeler que, bien que la résolution 242 établissait seulement un concis « *consolide la nécessité d'obtenir une juste solution au problème des réfugiés* », la résolution 194 marquait des actions claires, comme le retour, la réinstallation et la compensation ou l'indemnisation économique.

Pendant les discussions, la partie israélienne a proposé quelques alternatives pour la résolution 194 sur le retour et le rapatriement. Ceux-ci pourraient se réaliser à l'Israël, à un territoire israélien échangé ou à l'État Palestinien; on pourrait chercher la réhabilitation dans un pays d'accueil ou le relogement dans des troisièmes pays. Bien qu'un accord ne fût pas obtenu, l'Israël a suggéré un programme d'absorption en

---

<sup>26</sup> ALVAREZ-OSORIO, Ignacio *et al.*, *op.cit.*, pp. 440-444 et *La Vanguardia*, 18, 20 et 22 décembre 2000

<sup>27</sup> ALVAREZ-OSORIO, Ignacio *et al.*, *op. cit.*, pp. 426-439 et ALAMEDA, Sol, *Miguel Ángel Moratinos, el árbitro de Oriente Próximo*, El País Semanal, 3 de mars de 2002, pp. 23-25.

15 ans et en trois phases ; la première, en absorbant à l'Israël environ 25.000 dans les trois premières années; la deuxième phase se référait à l'absorption de réfugiés dans le territoire israélien qui serait transféré à la souveraineté palestinienne ; et la troisième à l'absorption dans le schéma de réunification familiale. Les deux parties ont été d'accord en la disparition de l'UNRWA dans une période de cinq ans, mais la partie palestinienne l'a conditionné à l'application de l'accord sur les réfugiés et la disparition du statut de réfugié palestinien. L'Israël a aussi insisté sur la nécessité de compensation des anciens réfugiés juifs originaires de pays arabes, mais la partie palestinienne a considéré que ce n'était pas une question pour être traité dans un accord bilatéral. C'était une nouvelle tentative de comparer la situation des uns et des autres, ce qui ne pouvait pas être accepté par la partie palestinienne. Bien que la réunion ait pris fin avec des bonnes déclarations d'optimisme, le jour suivant Barak a interrompu toutes les négociations pour atteindre le verdict des prochaines élections. Moratinos lui-même l'a résumé avec une simple phrase : « *il était trop tard* »<sup>28</sup>.

Il faut tenir en compte que, bien que Barak a atteint des succès en matière des contreparties à la paix, au point dans lequel il s'était arrêté (le refus d'admettre dans l'Israël des millions de réfugiés palestiniens, l'interminable problème) il était appuyé même par les intellectuels les plus pacifistes et de la gauche (A. B. Yehoshúa, David Grossman, Amos Oz ou l'historien Zeev Sternhell) pour lesquels le retour en masse de ces réfugiés signifierait la liquidation de l'État de l'Israël<sup>29</sup>.

Le projet possiblement plus important a été modelé dans la « Feuille de Route » élaboré par le « Quatuor » formé par les États-Unis, la Russie, l'Union Européenne et l'ONU, et qui prétend une solution permanente au conflit entre l'Israël et la Palestine. Ce document ne constitue en soi même une proposition de contenus ou un schéma de solution, mais d'itinéraire, de règle pour restaurer la confiance mutuelle et pour reprendre les négociations, sans plus de nouveauté que la promesse de l'État Palestinien à une date fixe : en 2005. Elle est fondée sur : « ... ce sont les parties, et seulement elles, dans une dernière instance, celles qui auront à prendre la décision. Mais la communauté internationale peut faciliter, pousser et garantir un accord définitif entre celles-ci »<sup>30</sup>. Comme toujours, les références aux réfugiés sont peu abondantes. Dans la Phase II (la transition, du juin à décembre 2003), on cite seulement que : « *Reprise des contacts multilatéraux sur des questions comme les ressources régionales en eau, l'environnement, le développement économique, les réfugiés et la maîtrise des armements* » (en reprenant presque littéralement la Déclaration de Principes d'Oslo), tandis que dans la Phase III (l'Accord sur le statut définitif et la fin du conflit, 2004-2005), exprime un désir de bonnes intentions : « *Deuxième conférence internationale. Convoquée par le Quatuor au début de 2004 en concertation avec les parties, cette conférence visera à entériner l'accord obtenu sur un État palestinien indépendant doté de frontières provisoires, et à lancer officiellement un processus qui, avec le soutien actif, soutenu*

<sup>28</sup> MORATINOS, Miguel Angel, *El Cuarteto de Oriente Próximo* in ALVAREZ-OSORIO, Ignacio *et al., op.cit.*, p.259

<sup>29</sup> Voir divers articles et déclarations de ces auteurs dans *El País*, le 3, 6, 7 et 17 janvier 2001 et la réplique arabe dans Tahar Ben Jelloun / Mahamud Hussein, « Carta a unos « palomas » israelíes », *La Vanguardia*, le 3 février 2001

<sup>30</sup> MORATINOS, Miguel Ángel, *op.cit.*, p. 259

et opérationnel du Quatuor, débouchera, en 2005, sur un règlement final de la question du statut définitif, y compris les frontières, Jérusalem, les réfugiés, les colonies...» Maintenant nous savons que cette optimiste « Feuille de Route » a seulement commencé sa marche et, bien sûr, elle n'a pas accompli ni la première phase.

Le dernier (?) effort a été exercé par une coalition israélienne et palestinienne par la paix, formée par des personnalités de la gauche pacifiste hébraïque et des notables palestiniens modérés, dont le fruit sont les « Accords de Genève ». Ici on peut trouver une claire référence aux réfugiés, après avoir spécifié que ceux-ci pourront seulement exercer massivement son droit au retour dans le nouvel État de la Palestine, ou bien rester dans les pays où ils résident en échange d'une indemnisation obtenue d'un fond international. Cependant, on retourne au problème permanent, tout ou rien. Le président du Conseil Législatif de l'Autorité Nationale la Palestine, Rafia al-Natche a déclaré que : « *le problème palestinien a commencé avec l'expulsion des réfugiés de ses maisons, et il sera seulement résolu quand ils pourront revenir. Des initiatives comme cela, dans lesquelles celui qui paie est le peuple palestinien, sont destinées à arriver à l'enfer* »<sup>31</sup>. Même les parties plus occidentalises soutiennent que le compromis de Genève « *torpille la base morale d'un siècle de lutte* » et il offre « *un bilan désolant pour les palestiniens* »<sup>32</sup>.

Comme il a été vu, les attitudes par rapport aux réfugiés continuent arrêtés, sans que des changements d'attitude ne soient prévus; pendant ce temps, l'actuelle situation (mars 2006) des réfugiés est la suivante, selon l'UNRWA:

<b>PAYS/ZONE</b>	<b>CHAMPS OFFICIELS</b>	<b>FAMILLES SUR CHAMPS</b>	<b>REFUGIES SUR CHAMPS</b>	<b>TOTAL REFUGIES</b>
JORDANIE	10	61.063	316.549	1.835.704
LIBAN	12	49.836	214.093	405.425
SYRIE	10	2.574	116.253	434.896
CISJORDANIE	19	38.954	185.121	705.207
BANDE DE GAZA	8	92.322	47.413	99.818
<b>TOTAL</b>	<b>59</b>	<b>244.749</b>	<b>879.429</b>	<b>3.481.050</b>

Pour les Arabes le problème n'est pas peut-être des kilomètres carrés, mais plutôt de caractère historique et moral, d'une lutte par la mémoire et par le droit. Il semble qu'ils sont plus intéressés en la reconnaissance de "l'injustice originaire" dont ils ont été des victimes que sur le tracé des frontières définitives. C'est pourquoi ils se montrent si rigides à propos de l'exigence du "droit au retour" des réfugiés, pas seulement pour résoudre un problème humanitaire, qui a sans doute des solutions plus pratiques, mais pour des motifs symboliques, et ils ont fait de la réversion de la *Nakba* ou catastrophe

<sup>31</sup> *La Vanguardia*, 3 décembre de 2003

<sup>32</sup> Marwan Bixara, "El gran dilema de los palestinos", *La Vanguardia*, 30 de noviembre de 2003

de 1948, le noyau de son identité. Sans admettre aucune responsabilité dans le rejet du plan de partition de 1947, dans l'explosion de la guerre, dans la non création de l'État sur la Gaza et Cisjordanie entre 1948 et 1967, sans parler des erreurs de al-Husseini ou de Arafat lui-même, le discours palestinien réclame que l'Israël se reconnaisse coupable d'origine, le seul coupable de la tragédie des réfugiés. Le même discours remarque que : « aussitôt que les Palestiniens mettent en danger son histoire en échange d'un peu plus de sa géographie, et elles échangent des parties de Jérusalem occupée en échange de mettre en danger les droits individuels et les collectifs de 3,7 millions de réfugiés, ils perdront l'essence morale de sa lutte »<sup>33</sup>.

Si les Arabes avaient accepté la Résolution 181 de l'Assemblée Générale de Nations Unies dans laquelle ils s'établissaient deux États, l'un arabe et l'autre Juif, il n'y aurait pas possiblement aujourd'hui un problème de réfugiés. Mais si ces réfugiés avaient été acceptés dans les pays voisins, ça aurait supposé d'une forme implicite la reconnaissance de l'État de l'Israël, une chose qui a été toujours repoussé. D'autre part, s'il existait le nouvel État Palestinien, cela n'aurait pas beaucoup de logique que ses dirigeants cherchent le rapatriement de ses citoyens à un état étranger. Alors, pourquoi l'insistance en demander le retour aux lieux qui sont maintenant l'Israël ? La seule réponse possible est qu'on ne cherche pas la création de l'État Palestinien mais la disparition de l'État de l'Israël. De fait, les discussions originales sur le retour des réfugiés se sont maintenues pendant une époque où il n'y avait pas d'espoir de l'État Palestinien. Avec l'apparition de la possibilité d'avoir une terre propre, les Palestiniens doivent décider s'ils veulent se considérer comme un État légitime ou s'il est encore plus important pour ceux-ci la conservation du statut social par lequel eux mêmes ont été définis comme des réfugiés opprimés et sans État. Évidemment, les deux choses ne peuvent pas exister en même temps.

Du côté des Israéliens il faut tenir en compte qu'ils n'ont pas agi avec la nécessaire intelligence politique. Si le monde arabe a décidé de perpétuer le problème des réfugiés et les utiliser comme un bélier contre l'Israël, avec un grand succès vis-à-vis de l'opinion publique mondiale, le meilleur pour l'intérêt national aurait été d'essayer de neutraliser l'arme palestinienne en provoquant les actions qui résolvait le problème, bien que l'exigence de la restitution des Palestiniens à ses foyers ait été toujours interprétée comme l'euphémisme de la disparition de l'État de l'Israël.

### **3. LA DÉMOGRAPHIE À L'ISRAËL**

#### **3.1. Caractéristiques de la population de l'Israël**

Le principe basique de la structure sociale israélienne est son ouverture à l'absorption constante de Juifs, par ce que en essence il s'agit d'une société d'immigrants. Mais si les vagues initiales *Ashkénazes*

---

<sup>33</sup> Marwan Bixara, "El gran dilema de los palestinos", *La Vanguardia*, 30 de noviembre de 2003

(d'origine européenne et américaine) appartenait à une société pluraliste, démocratique, séculière et technologiquement développée, les *Sépharades* arrivés des communautés orientales avaient une faible formation, avec presque un 40 % d'analphabètes. Les différentes origines et conditions dont ils se sont intégrés à travers de différents *aliyah* ont établi le fond de la grande polarisation démographique. Si quand l'État est né en 1948, les premiers supposaient 80 % de la population juive, après l'immigration massive des deuxièmes ils ont perdu cette majorité, un fait accentué parce que le bas taux de croissance végétative des *Ashkénazes* ne pouvait pas concourir avec celui des *Sépharades*.

L'Israël est une île dans la zone de Proche Orient et pas seulement dans l'aspect politique. Aussi en ce qui concerne la démographie, ses caractéristiques sont plus semblables au monde occidental qu'à ses voisins géographiques. Si les données qui se présentent dans l'annexe II sont analysées, on peut observer que dans des aspects comme la taxe de mortalité infantile, la structure de population et l'espérance de vie, les nombres sont très similaires à ceux du monde développé. Cependant, la particularité de la gestation de cet État, avec une croissance basée pendant des années sur les mouvements migratoires et la réception de populations du monde oriental, ils font que le taux de natalité, celle de fécondité ou le pourcentage de population mineur de quinze ans sont encore propres des pays en voies de développement.

Dans le complexe panorama politique de l'Israël, un aspect relevant est l'importante minorité des habitants arabes, la plupart des musulmans, à qui une loi de 1952 reconnaît la nationalité israélienne et, grâce à un fort taux de natalité, ils consolident son poids démographique malgré la grande immigration juive (12 % à 1950, 14 % en 1967). Après la guerre de 1948, 156.000 Arabes sont restés là, mais la population a monté jusqu'à 470.000 en 1972, 600.000 en 1978<sup>34</sup> et 1.377.000 en 2005 (1.140.000<sup>35</sup> sont des musulmans), grâce à un taux de croissance de presque 4 %, l'une des plus hautes du monde et, aussi, par les améliorations des conditions sociales et sanitaires, qui ont radicalement réduit les taxes de mortalité. C'est une population avec prédominance rurale et pauvre, qui s'est trouvée séparée de ses élites et qui s'affronte continuellement à un conflit de loyauté : son pays, l'Israël, est en guerre avec son peuple. La politique nationale essaie d'éviter des risques potentiels d'une forme expéditive : l'exemption du service militaire, des restrictions de mouvements, des confiscations de terres, des registres et les conséquents abus. Cette méfiance ne s'applique pas à d'autres minorités, puisque la petite et fermée communauté Druse a toujours eu l'accès ouvert aux forces armées, où ses ancestrales traditions guerrières les transforment en troupes d'élite; de la même façon, la minorité arabe bédouine peut s'enrôler dans le *Tsahal* à titre volontaire. Néanmoins, l'aspiration démocratique de l'État les oblige à compter pas seulement les Arabes Israéliens parmi les bénéficiaires des services sociaux, mais elle leur reconnaît aussi une importante autonomie communautaire sur les sujets locaux et religieux. Bien

---

<sup>34</sup> BEN AMI, Shlomo, MEDIN, Zvi, *op.cit*, p. 123

<sup>35</sup> [www.cbs.gov.il](http://www.cbs.gov.il). Central Bureau Statistics Israel

qu'il est vrai que le caractère juif de l'État de l'Israël prive aux Arabes du plein exercice de sa citoyenneté, ce l'est aussi qu'ils sont depuis le premier moment des électeurs et des éligibles.

La plupart des chrétiens sont des arabes et, si en 1967 ils étaient presque 80.000 personnes, après la guerre dans la quel Israël a aussi conquis la marge occidentale du Jourdain, son nombre a atteint les 110.000 ; actuellement, entre les chrétiens, sont des Arabes 119.000 et 28.000 les non Arabes. Les Druses supposent un cas particulier puisque, bien qu'ils parlent l'arabe, ils se sont toujours préoccupés par maintenir son identité spécifique, en interdisant les mariages mixtes et en soignant fidèlement ses croyances religieuses. En outre, ils ont une haute croissance végétative, donc si après l'indépendance ils étaient à l'Israël 15.000 et 32.000 en 1967, ils sont actuellement 115.000 membres. Bien qu'ils sont une minorité et dans quelques aspects son processus d'adaptation a été semblable à celui des Arabes, ils ne s'affrontent pas aux problèmes de son identité nationale bien qu'il y a aussi des Druses dans les pays arabes, puisque chacune de ces communautés garde la fidélité à son propre pays.

Pendant les premières années après l'indépendance, les perspectives démographiques à l'Israël étaient optimistes, par la fécondité et par le haut niveau d'immigration juive. Cependant, après le conflit de 1967 la situation a radicalement changé par la descente de la natalité (lié à l'amélioration des conditions sociales et économiques de l'Israël) et par l'annexion de territoires avec une grande majorité palestinienne. Les autorités se sont rendues compte que sans une poursuite des *aliyah* et sans une politique pro nataliste, il y a un grave risque de la disparition de l'État d'Israël. C'est pour ça qu'ils travaillent dans la ligne d'une politique pro nataliste, avec des mesures qui vont dès l'établissement de prix à la natalité, les prestations sociales au nombre d'enfants (la Fondation pour la Promotion de la Natalité, crée en 1968) ou avec un grand nombre de cliniques de fertilité. Malgré ses efforts, les programmes de promotion de la natalité de l'Israël n'ont pas eu en général un grand succès. Le taux de natalité entre les citoyens palestiniens de l'Israël continue d'être à peu près le double de celle des Juifs israéliens, exactement comme il y a 50 ans, quand l'État a été créé. L'explication partielle de cette donnée est que les Israéliens en général se sont plus concentrés sur l'émigration comme moyen pour augmenter la population juive. Des Palestiniens et des Israéliens ont accepté la signification politique de la reproduction.

De la même façon, on a aussi essayé de se modérer et de réduire la taxe de fécondité entre les Palestiniens, sans trop de succès. D'une manière directe mais limitée on a parié par des campagnes de planification familiale, mais les conditions sociales n'ont pas favorisé cette politique. Certains plaident pour porter les Palestiniens à la phase de transition démographique de la meilleure manière possible, qui est grâce à l'augmentation du niveau de vie, les améliorations sanitaires et éducatives, et même avec l'accès de la femme au marché du travail. Cependant, ces idées se battent avec la politique israélienne, qui considère qu'une bonne méthode pour réduire la croissance des palestiniens pourrait être de rendre difficile le plus possible les conditions de vie et de travail. Mais avec ce système on obtient le

contraire : plus désavantagé sera un groupe humain, plus difficile il sera son arrivée à la période de transition démographique et ainsi il maintiendra des courbes de population de forme absolument pyramidales. Les différences entre les taux de croissance des Juifs et des Musulmans et, donc, la structure de sa population ils se reflètent dans les pyramides de population de l'annexe III. Bien que la minorité ultra orthodoxe a une fécondité très élevée, les Juifs présentent une pyramide typique de transition démographique, tandis que les Musulmans montrent une pyramide de type expansif, avec une très large base et un rétrécissement progressif. Une jeune population et, pourtant, avec une plus grande taxe de fécondité et une grande activité sociale; la structure de population, avec une majorité extrêmement jeune, fait qu'il y ait une force démographique qui accélère la croissance naturelle.

Dans la compliquée vie sociale et politique de l'Israël, la déficiente intégration économique, de travail et socioculturelle de milliers de Juifs, spécialement orientaux, arrivés après l'indépendance a eu beaucoup d'influence. Le rancune des *Sépharades* arrivés du monde arabe - islamique contre le complexe de supériorité de l'élite bureaucratique *Ashkénaze* (et socialiste) que l'État a modelé, qui le dirige et qui les discrimine, se rebelle avec des incidents et avec la dispersion du vote dans une multitude de petits partis, ce qui a provoqué des fréquentes situations d'impossibilité de former le gouvernement ou des compliquées alliances parlementaires.

Les grands flux migratoires et les transformations économiques des deux dernières décennies du XXe siècle ont rendu l'Israël encore plus éclectique et multiculturel. En outre, et du point de vue d'identité, l'Israël est aujourd'hui plus problématique et conflictuel: des citoyens Arabes, des sionistes religieux et des religieux antisionistes, des "faucons" travaillistes et des "colombes" travaillistes, des pacifistes radicaux et des laïques aussi radicaux, une droite dure et une droite plus extrême, des "russes" et des "éthiopiens", montrent cet essaim culturel. Et chaque groupe a une différente conception sur le pays, c'est-à-dire sur les frontières, les relations avec les palestiniens, le rôle de l'État, le système éducatif, etc..., sans que ne prévalent une éthique collective ni une seule idée de l'identité nationale. Les conséquences de cette situation sont multiples, depuis la crise de beaucoup de kibbutz (qui survivent grâce aux subventions étatiques et la main-d'oeuvre agricole ... thaïlandaise, puisque on a restreint l'accès des palestiniens) jusqu'à un système politique atomisé, instable et dépourvu de consensus, où le Premier Ministre est obligé à consacrer au moins la moitié de ses énergies non à gouverner, mais à préserver chaque jour la coalition précaire qui le soutient.

### 3.2. Etude prospective de la démographie à l'Israël

Si nous prenons comme base les exhaustives données que présente l'Institut Central de Statistiques de l'Israël<sup>36</sup>, la distribution actuelle de la population de l'Israël, exclus les territoires occupés en 1967, c'est la suivante (les dernières données disponibles, décembre de 2005) :

GROUPE	NOMBRE	POURCENTAGE
PAR GROUPE DE POPULATION		
Arabes	1.377.100	19,70%
Juifs et autres *	5.613.600	80,30%
PAR RELIGION		
Non classifiés	272.200	3,90%
Druzes	115.200	1,65%
Chrétiens non arabes	27.700	0,40%
Chrétiens arabes	118.700	1,70%
Musulmans	1.140.600	16,32%
Juifs	5.313.800	76,04%

\* Ici on inclut des Juifs, des chrétiens non arabes et non classés par religion

On pourrait étudier l'évolution dont a souffert la population (par exemple, en 2000 les pourcentages de Juifs et de Musulmans étaient, respectivement, 77,8 % et 15,23 %), mais il semble plus adéquat analyser l'avenir, en utilisant toujours la même source de données, l'Institut Central de Statistiques de l'Israël qui présente une étude prospective avec trois variantes ou hypothèses pour les prochaines années (2010, 2015, 2025) :

- L'hypothèse haute présente les mêmes niveaux de fécondité dans tous les groupes. La mortalité ira en diminution. L'immigration sera positive, mais avec une légère diminution
- L'hypothèse moyenne considère une diminution sensible de la fécondité entre les Musulmans et plus doux entre les Juifs. Aussi ici le solde migratoire est positif, mais la diminution est plus intense que dans l'hypothèse précédente
- L'hypothèse basse prévoit que la fécondité dans tous les groupes sera établie jusqu'à atteindre le seuil de remplacement. L'immigration, qui commence par être positif, finira avec un solde négatif.

De ces trois hypothèses, les experts considèrent que celle qui a plus de possibilités de se produire est le "moyenne", favorisé par une augmentation du niveau de vie dans tout le territoire et la conséquente amélioration des conditions sociales et, donc, sanitaires. On considère que cette hypothèse est assez

<sup>36</sup> [www.cbs.gov.il](http://www.cbs.gov.il).

optimiste du point de vue des Juifs, mais en tout cas les données nous révèlent des conclusions très intéressantes. Il est aussi importante qu'il assume que, pour la première fois depuis la naissance de l'État de l'Israël, la croissance naturelle de la population juive est plus grande que l'immigration. Comme il s'est déjà évoqué dans l'alinéa 1, il n'est pas prévisible une nouvelle *aliyah* massif, par l'épuisement de la diaspora et par les difficiles conditions politiques qu'on peut apercevoir pour l'avenir. Dans l'Annexe IV se présentent les courbes de cette étude de population.

Avec cette projection, on observe que pour 2025 la population juive arrivera aux 6.507.000 habitants, tandis qu'il y aura 2.003.000 Musulmans, avec une croissance accumulée de 9,72 % pour les premiers et de 30,26 % pour les deuxièmes. Avec cette perspective – on insiste, excessivement optimiste- les Juifs continueront comme majorité, bien que la puissance musulmane sera appréciable. Il faut tenir en compte que, possiblement par le sentiment de peuple de ceux-ci, la participation politique est très remarquable, avec presque 80 % d'assistance aux derniers processus électoraux. Avec l'atomisation politique qui se produit dans ce pays, où pour obtenir la majorité absolue parlementaire (la *Knesset* a 120 membres), il faut arriver à des accords même entre six différentes formations, le poids de différents partis musulmans peut être de plus en plus déterminant<sup>37</sup>.

À partir de cette étude il faut essayer d'aller un peu plus loin pour établir les hypothèses que, bien qu'elles soient impossibles d'être réalisées, expliquent clairement la ligne politique et stratégique de l'État de l'Israël. Qu'est-ce qui passerait si le retour des réfugiés était accepté ? Avec les données de l'UNRWA (3.737.494), la population musulmane en 2025 serait de plus de dix millions, avec 33,3 % de croissance accumulée. Même si on ne compte pas ceux que l'UNRWA considère comme réfugiés de la Bande de Gaza et de Cisjordanie, le chiffre serait de 7.240.000, en tout cas en surpassant amplement le nombre de Juifs, ce qui ferait perdre pas seulement le caractère de l'État mais aussi elle supposerait possiblement sa disparition.

Une autre hypothèse qui aide à expliquer pourquoi le Plan de Déconnexion s'est établi, c'est la population de la Bande de la Gaza. Si cette population avait été incluse, avec environ 1.400.000 habitants musulmans, à la fin du 2025 ce groupe aurait atteint les 5.300.000 personnes, un peu mineur que la juive. Cependant, il ne faut pas écarter que dans le plan électoral ce groupe s'unissait devant l'ennemi commun. Évidemment la retraite israélienne de la Bande de la Gaza ne semble pas avoir produit par politique ou par les pressions terroristes, mais pour des causes démographiques.

Enfin, il est important de détacher que toutes ces données ont été élaborées à partir d'une perspective optimiste, puisqu'on considère la diminution de la fécondité musulmane. Une perspective qui ne tient

---

<sup>37</sup> La distribution de sièges dans les élections à la dix-septième Knesset de mars 2006 est la suivante: Kadima (centre), 28; le Parti Travailliste, 20; Shas (orthodoxe) : 13; Israel Beitenu (nationaliste extrême droite), 12; Likud (droite), 11; le Parti National Religieux (droite nationaliste), 9; Parti des Retraités, 7; Parti orthodoxe Judaïsme de la Bible, 6; Meretz (pacifiste), 4; Ra'am-Ta'al (arabe), 4; Hadash (Arabes et Juifs), 3; Balad (arabe), 3. Ministère des Affaires Étrangères Israël. [www.mfa.gov.il](http://www.mfa.gov.il)

pas en compte que pour ce groupe de population la démographie est la vraie arme de lutte contre la domination israélienne, où les femmes sont “*les mères de la nation et des productrices d'hommes*”<sup>38</sup>. Comme a dit le professeur Chauprade, « *Mais la démographie palestinienne travaille à bousculer les rapports de force. La capacité d'énergie nationale est immense dans le peuple palestinien, nourrie de cinquante ans de frustration et de martyrs ; elle peut arracher un État palestinien. De l'intérieur, la montée en puissance des Arabes israéliens mine peu à peu les fondements juifs de l'État israélien. Les deux forces conjuguées pourraient déboucher un jour sur un autre État, pour l'ensemble de la Palestine et de ses habitants, Arabes et Juifs alors rassemblés dans la paix* »<sup>39</sup>

## CONCLUSION

Tout au long de ce travail on a vu comment depuis des fins du XIXe siècle le mouvement sioniste a cherché l'établissement dans sa terre historique pour fuir de l'incompréhension, des déficientes conditions de vie et aussi des attaques dont la diaspora souffrait. Aussi, que la communauté internationale a changé quelques fois de politique vers les Juifs et l'État de l'Israël, avec des appuis déclarés et des oppositions radicaux, et c'est pour ça qu'elle est aussi responsable de la situation dans laquelle on a arrivée. Pour le monde musulman, normalement peu uni, les réfugiés ont été une excellente arme contre le monde hébraïque, plus intéressé en la destruction de l'État de l'Israël qu'en la résolution du drame palestinien. Enfin, les perspectives démographiques israéliennes éclairent beaucoup d'aspects de la difficile politique de ce pays, mais spécialement le refus du retour des réfugiés, parce qu'il impliquerait d'une forme rapide sa disparition. Si l'Israël maintient son politique actuelle il a, à long terme, l'existence assurée d'un État comme maintenant nous le connaissons.

Bien que les grands problèmes trouvent son origine dans la création de l'État de l'Israël, il ne faut pas oublier que celui-ci a été germé pendant des décennies à travers de l'immigration et comme conséquence des conditions dont, spécialement en Europe, les Juifs souffraient. La déficiente gestion du Mandat de la part britannique, la progressive croissance de la population et l'appropriation de terres a généré une atmosphère de haine entre les Hébreux et les Arabes que c'était le commencement de la lutte qui continue encore aujourd'hui. Une fois que l'indépendance s'est produite, les actions israéliennes pour expulser à la population de la Palestine et l'absence d'une intention vraiment claire de la part des Arabes d'appuyer les réfugiés ont créé une situation qui n'a pas de retour. Le désir de la disparition de l'État de l'Israël a primé sur la volonté de créer l'État pour les Palestiniens et, en tout cas, les initiatives de paix et les différentes tentatives de solution n'ont pas tenu trop en compte le problème des réfugiés. Comme est déjà dit, ce n'est pas logique d'essayer de lutter pour le rapatriement d'une partie importante de la

---

<sup>38</sup> *La estrategia de Israel y las respuesta palestinias*, Comité de Solidaridad con la Causa Árabe, [www.nodo50.org/csca](http://www.nodo50.org/csca), 29 mars 2004

<sup>39</sup> CHAUPRADE, Aymeric, *op.cit.* p. 505

population à un pays étranger si ce qu'on veut est la création et la consolidation du propre État. Pour l'Israël, avec une structure de population hétérogène et qui a perdu en grande partie l'ancien esprit sioniste, l'avenir sera plus facile s'il replie ses frontières à la situation antérieure à 1967 et s'il évite d'avoir à intégrer une population nombreuse et hostile.

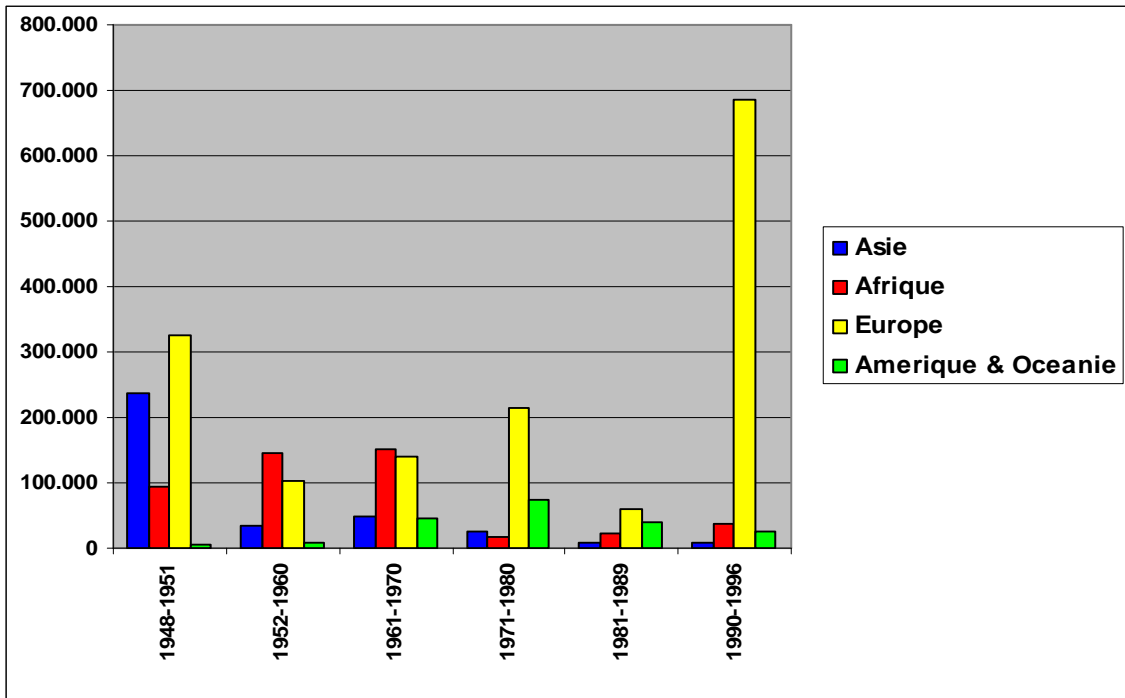
Il faut comprendre que l'évolution du problème ne passera pas pour la disparition de l'État de l'Israël et non plus par son suicide démographique. Arrivés à ce point de crise, on ne semble pas apercevoir le retour des réfugiés (qui ne se produira peut-être jamais) ni la détente avec le monde arabe qui maintenant a les caractéristiques de lutte islamique. Bien qu'il soit difficile de s'aventurer à prévoir l'avenir, les problèmes avec *Hezbollah* à la frontière libanaise, les continuelles menaces iraniennes et la conséquente fatigue de sa population sont suffisamment inquiétantes comme pour que l'Israël essaie de simplifier la situation géopolitique et de chercher une retraite à ses frontières, et éviter ainsi la complexité palestinienne des territoires occupés.

Histoire et morale, donc, contre la géographie. Dans ces termes le conflit semblera insoluble même les grands efforts médiateurs qui peuvent se produire, parce que si tracer des frontières sûres et démanteler des installations est déjà un difficile travail, est impossible d'espérer qu'une société complète (spécialement l'Israélienne) commet un suicide éthique et qu'elle perd sa légitimité. Exiger de l'Israël telle chose -qu'il n'ait rien à voir avec l'assomption critique du propre passé, ni avec la reconnaissance des droits et la compréhension du trauma des palestiniens- il semble absurde, mais en outre ce serait une déformation du complexe processus historique vécu dans les cent cinquante dernières années.

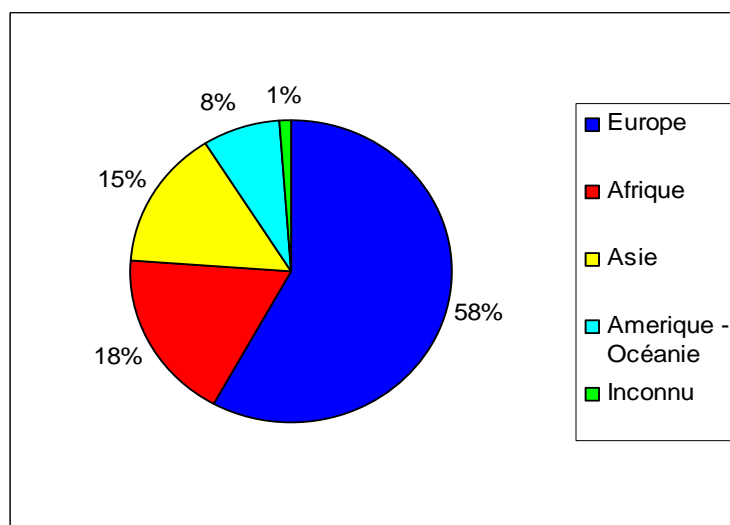
## ANEXE I

### ALIYAH APRES L'INDEPENDENCE (1948-1996)

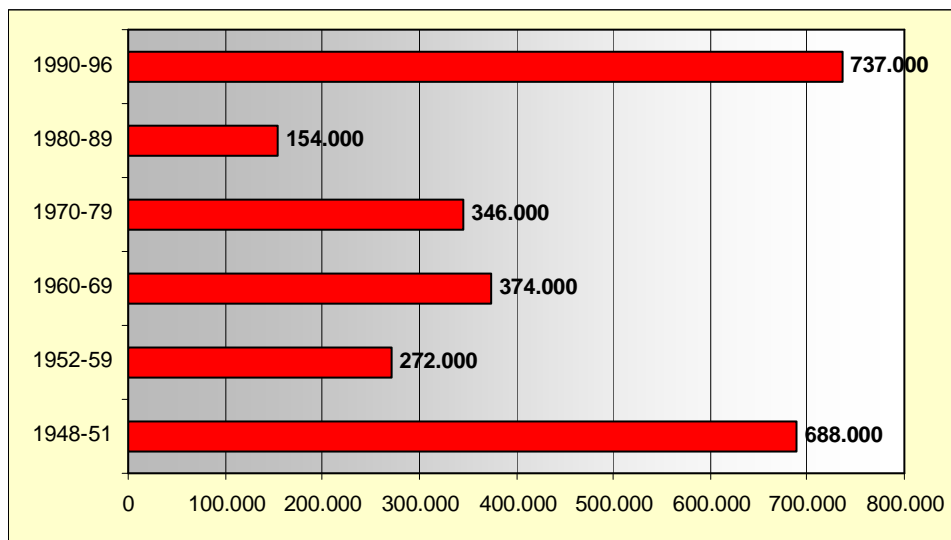
Par date :



Par continent d'origine:



Immigration totale 1948 – 1996:



(Elaboration propre à partir de: CULLA, Joan B, *La Tierra más disputada*, Madrid; Alianza Editorial S.A. 2005) et Ministère des Affaires Etrangères Israël

Pourcentage de migration dans la croissance totale :

Période	% Migration	Croissance annuelle	Population à la fin du période
1948-1960	64,6	8,2	2.150.400
1961-1971	37,7	3,2	3.120.700
1972-1982	19,6	2,4	4.063.600
1983-1989	5,9	1,8	4.559.600
1990-1995	56	3,5	5.619.000
1996-2000	39,1	2,6	6.369.300
2001-2005	16,5	1,9	6.990.700
1948-2005	39,3	3,8	6.999.700

(Elaboration propre à partir de: Institut Central de Statistiques de l'Israël)

## ANEXE II

### DONNEES DEMOGRAPHIQUES

Données générales :

	Naissances/1000 hab.	Décès/1000 hab.	Taux croissance nat. (%)	Projection population		Taux mortalité infantile	Taux fécondité	% Population		Espérance de vie			% Urbain
				2025	2050			<15	65>	Total	Hommes	Femmes	
Israël	21	6	1,6	9,3	11	5,1	2,9	28	10	80	78	82	92
Jordanie	29	5	2,4	8,3	10,4	22	3,7	37	3	72	71	72	79
Liban	22	6	1,6	4,6	5	17	2,2	28	6	74	72	75	87
Syrie	30	4	2,7	27,4	35,1	22	3,7	37	3	72	71	73	50
Territoire de Palestine	38	4	3,4	7,1	11,2	21	5,6	46	3	72	71	74	57
France	13	8	0,4	63,4	64	3,9	1,9	19	16	80	77	84	76
Monde plus développé	11	10	0,1	1251	1249	6	1,6	17	15	76	73	80	76
Monde moins développé	24	8	1,5	6701	8013	59	3	32	5	65	63	67	41

(Elaboration propre à partir de: Population Reference Bureau)

Population par religion :

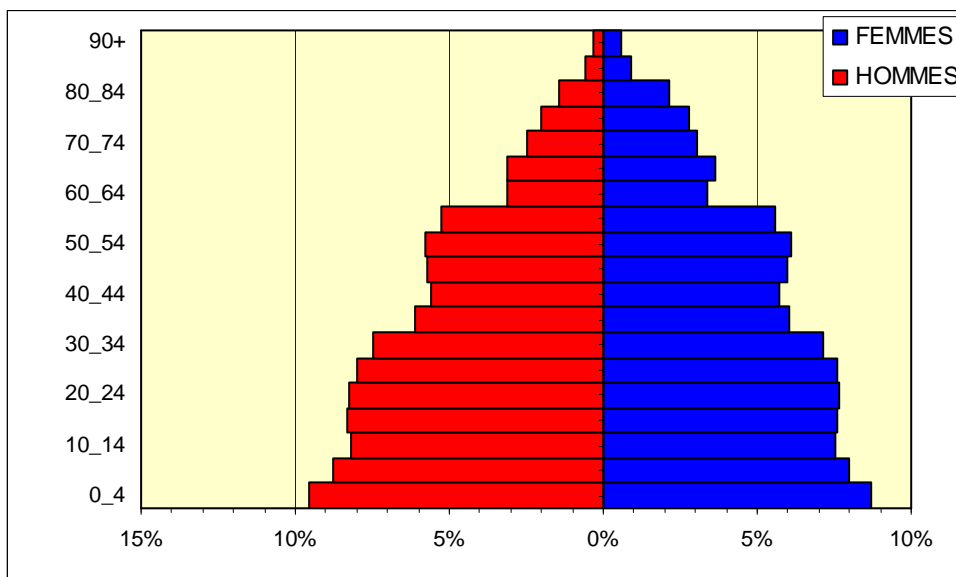
Age	Juifs	Musulmans	Chrétiens non Arabes	Chrétiens Arabes	Druses	Non classifiés par religion
0_4	485.700	178.900	11.500	10.200	13.100	19.900
5_9	446.800	164.300	12.900	11.200	13.000	18.800
10_14	417.800	137.600	12.600	11.100	12.600	17.700
15_19	417.100	108.900	12.000	10.300	11.300	23.100
20_24	417.200	93.500	11.100	9.200	10.600	24.500
25_29	407.300	90.100	12.000	9.700	10.700	25.600
30_34	375.600	81.900	11.600	9.200	9.500	28.100
35_39	312.000	67.600	10.700	8.400	7.700	23.700
40_44	291.800	57.500	10.300	8.200	6.700	20.300
45_49	305.100	41.800	8.900	6.900	5.200	17.400
50_54	314.800	31.100	7.800	5.800	4.100	14.300
55_59	289.000	21.600	6.400	4.700	2.800	12.500
60_64	172.100	18.500	5.000	3.900	2.200	6.600
65_69	178.700	12.800	4.600	3.500	1.700	7.900
70_74	150.300	8.100	3.300	2.500	1.200	3.300
75_79	131.100	4.900	2.400	1.700	900	2.500
80>	163.400	4.800	2.200	1.600	900	2.100

(Elaboration propre à partir de: Population Reference Bureau)

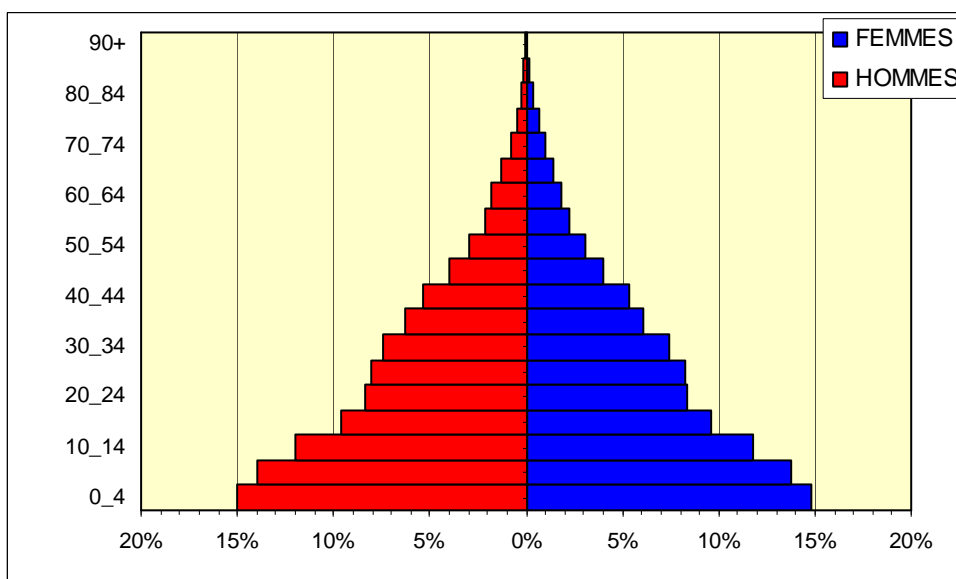
ANEXE III

**PYRAMIDES DE POPULATION ISRAEL 2005**

Juifs :

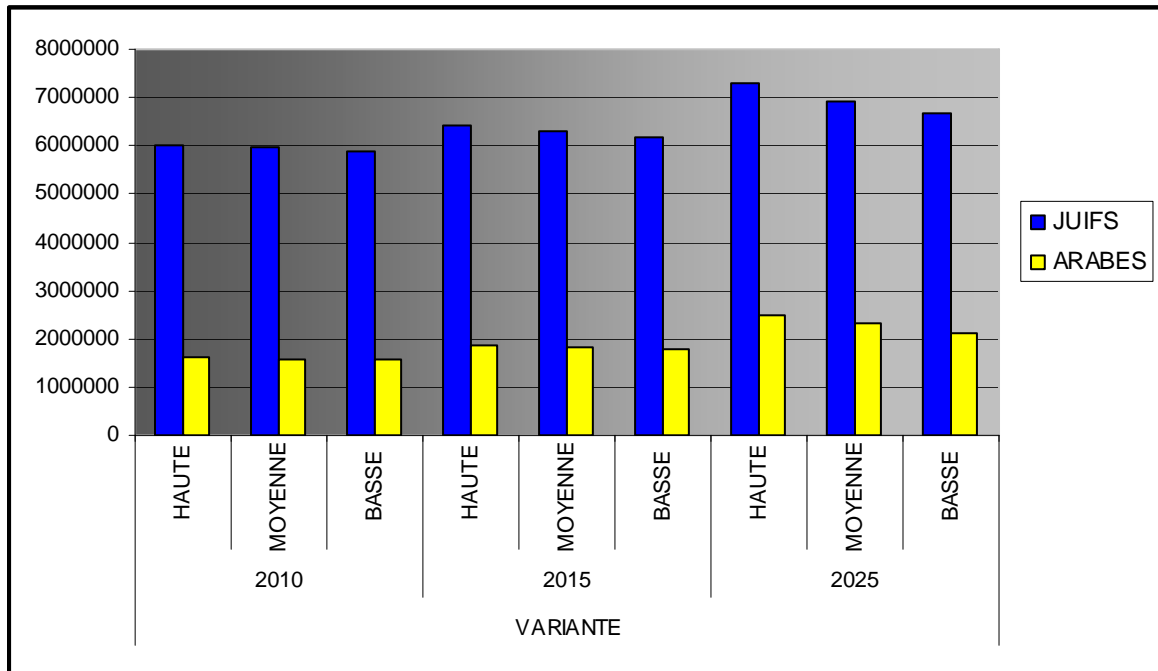


Musulmans :

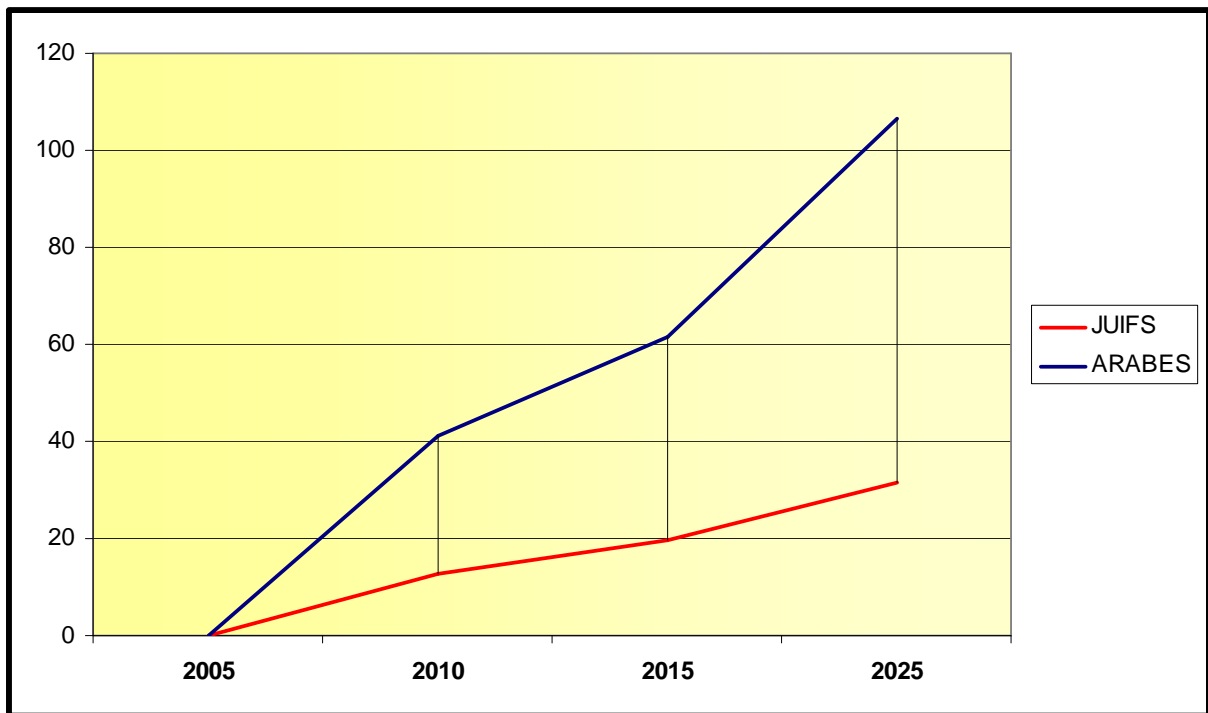


(Elaboration propre à partir de: Institut Central de Statistiques de l'Israël)

ANEXE IV  
**PROJECTION POPULATION ISRAEL 2010. 2015, 2025**



Si on présente d'une forme graphique l'évolution du taux de croissance entre les deux groupes de population (l'hypothèse moyenne), en prenant comme zéro la situation en 2005, on apprécie que les différences des taux de croissance seront de plus en plus importantes.

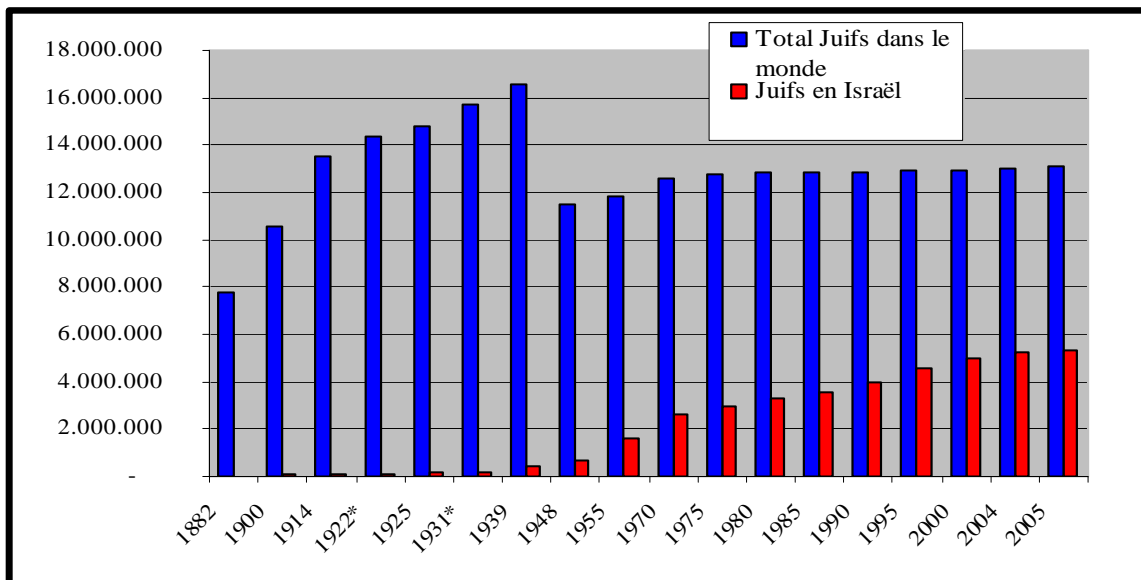


(Elaboration propre à partir de: Institut Central de Statistiques de l'Israël)

ANNEXE V

**POPULATION JUIVE DANS LE MONDE ET EN ISRAËL**

Période	Total Juifs dans le monde	Juifs en Israël	% Juifs Israël/Monde
1882	7.800.000	24.000	0,31
1900	10.600.000	50.000	0,47
1914	13.500.000	85.000	0,63
1916-1918	Sans données	56.000	
1922*	14.400.000	84.000	0,58
1925	14.800.000	136.000	0,92
1931*	15.700.000	175.000	1,11
1939	16.600.000	449.000	2,70
1948	11.500.000	650.000	5,65
1955	11.800.000	1.590.000	13,47
1970	12.630.000	2.582.000	20,44
1975	12.740.000	2.959.000	23,23
1980	12.840.000	3.283.000	25,57
1985	12.870.000	3.517.000	27,33
1990	12.870.000	3.947.000	30,67
1995	12.892.000	4.522.000	35,08
2000	12.914.000	4.955.000	38,37
2004	13.033.000	5.238.000	40,19
2005	13.090.000	5.314.000	40,60
Etats Unis	5.275.000		40



(Elaboration propre à partir de: Institut Central de Statistiques de l'Israël)

## BIBLIOGRAPHIE

### Ouvrages en Français:

- ALIA, Josette, *Etoile bleue, chapeaux noirs. Israël aujourd'hui*, Paris ; Editions Grasset, 1999
- BARD, Mitchell G., *Mythes et réalités des conflits du Proche – Orient*, Paris; Éditions Raphaël, 2003
- BERTHOMIERE, William, *Les migrations récentes in Israël (1989-1996): mesures et impacts*, pp. 219-231 in SANGUIN André – Louis (dir.), *Mare Nostrum. Dynamiques et mutations géopolitiques de la Méditerranée*, Paris; L'Harmattan, 2000
- CHAUNU, Pierre et al., *Essai de prospective démographique*, Paris ; Editions Fayard, 2003
- CHAUPRADE, Aymeric, *Géopolitique. Constantes et changements dans l'histoire*, Paris; Ellipses Editions Marketing S.A., 2003
- DUMONT, Gérard – François, *Les populations du monde*, Paris; Éditions Armand Colin, 2004
- ENCEL, Frédéric et al., *Comprendre le Proche – Orient*, Rosny-sous-Bois Cedex ; Editions Bréal, 2005
- FERON, Valérie, *Palestine(s). Les déchirures*, Paris ; Editions du Félin, 2001
- GUILLON, Michelle, SZTOKMAN, Nicole, *Géographie mondiale de la population*, Paris ; Ellipses Edition Marketing S.A., 2000.
- KHALIDI, Walid, *L'histoire véridique de la conquête de la Palestine*, Paris ; Revue d'Études Palestiniennes, 1998
- LAMCHICHI, Abderrahim, *Géopolitique de l'islamisme*, Paris; L'Harmattan, 2001
- LAQUEUR, Walter, *Histoire du sionisme*, Paris; Editions Calmann-Lévy, 1973

### Ouvrages en Espagnol:

- AGUILERA, M. José et al., *Geografía General II (Geografía humana)*, Madrid; Universidad Nacional de Educación a Distancia, 1994
- ALTABLE, Juan, *Oriente Próximo, las claves del conflicto*, Madrid; Sílex, 2000
- ALVAREZ-OSORIO, Ignacio et al., *Informe sobre el conflicto de Palestina*, Madrid; Ediciones del oriente y del mediterráneo, 2003
- BASTENIER, Miguel Ángel, *Israel – Palestina, la casa de la guerra*, Madrid; Santillana Ediciones Generales S.L., 2002
- BEN AMI, Shlomo, MEDIN, Zvi, *Historia del Estado de Israel*, Madrid; Ediciones RIALP, S.A., 1992
- CARTIER, Raymond, *Historia Mundial de la Post Guerra*, Barcelona; Mas – Ivars Editores, S.L., 1971
- CATTAN, Henry, *Palestina, los árabes e Israel*, México; Siglo XXI editores, 1971
- CULLA, Joan B, *La Tierra más disputada*, Madrid; Alianza Editorial S.A., 2005

- HOURANI, Albert, *Historia de los pueblos árabes*, Barcelona; Círculo de Lectores, 1996
- PECO, Miguel, FERNÁNDEZ, Manuel, *El conflicto Palestino-Israelí*, Madrid; Ministerio de Defensa, 2005
- VALLIN, Jacques, *La demografía*, Madrid; Alianza Editorial S.A., 1995

#### Sites Internet:

- [www.cas.gov.lb](http://www.cas.gov.lb). Administration Centrale de la Statistique. République Libanaise
- [www.cbs.gov.il](http://www.cbs.gov.il). Central Bureau Statistics Israël
- [www.census.gov](http://www.census.gov). U.S. Census Bureau
- [www.dos.gov.jo](http://www.dos.gov.jo). Department of Statistics Jordan
- [www.juifsdislam.org](http://www.juifsdislam.org). Juifs d'Íslam
- [www.maec.es](http://www.maec.es). Ministère des Affaires Etrangères et Coopération Espagne.
- [www.mfa.gov.il](http://www.mfa.gov.il) Ministère des Affaires Etrangères Israël
- [www.nodo50.org](http://www.nodo50.org). Comité de solidarité avec la cause arabe.
- [www.pcbs.gov.ps](http://www.pcbs.gov.ps). Autorité National Palestinienne. Palestinian Central Bureau of Statistics
- [www.prf.org](http://www.prf.org). Population Reference Bureau
- [www.un.org](http://www.un.org). Organisation des Nations Unies
- [www.un.org/unrwa](http://www.un.org/unrwa). United Nations Relief and Works Agency
- [www.wzo.org.il](http://www.wzo.org.il). World Zionist Organisation

#### Journaux

- ALAMEDA, S., “Miguel Ángel Moratinos, el árbitro de Oriente Próximo”, *El País Semanal*, 3 mars de 2002.
- BIXARA, M., “El gran dilema de los palestinos”, *La Vanguardia*, 30 novembre de 2003
- *El País*, décembre 2000, janvier 2001
- *La Vanguardia*, décembre 2000, février 2001, décembre 2003

## TABLE DE MATIERES

<b>INTRODUCTION</b>	8
<b>I. L'IMMIGRATION VERS L'ISRAËL</b>	9
1.1. La naissance du sionisme et l'origine des mouvements à l'Israël	9
1.2. Les premiers grands mouvements jusqu'à la naissance de l'État de l'Israël	12
1.3. L'État de l'Israël et la fin des grands mouvements migratoires	16
<b>II. LE PROBLÈME DES RÉFUGIÉS</b>	19
2.1. Les causes de l'exode palestinien	19
2.2. Des tentatives de solution ?	20
2.3. La résistance et les affrontements entre les Arabes	23
2.4. Les grands projets	26
<b>III. LA DÉMOGRAPHIE À L'ISRAËL</b>	30
3.1. Caractéristiques de la population de l'Israël	30
3.2. Etude prospective de la démographie à l'Israël	34
<b>CONCLUSION</b>	36
<b>ANNEXES</b>	
Annexe I : Aliyah après l'indépendance (1948-1996)	38
Annexe II : Données démographiques	40
Annexe III : Pyramides de population Israël 2005	42
Annexe IV : Projection population Israël 2010, 2015, 2025	43
Annexe V : Population Juive dans le monde et en Israël	44